



WP France 20

Parc éolien de Blancs Monts

Communes de Frettecuisse et d'Aumâtre

Département : Somme (80)

1^{er} Juin 2020

Mémoire en réponse
au procès-verbal de synthèse des
observations résultant de l'enquête
publique.



L'enquête publique s'est déroulée en 6 permanences du 8 avril 2021 au 11 mai 2021.

Deux communes étaient concernées : Aumâtre et Frettecuisse.

Les permanences se sont tenues régulièrement selon le planning arrêté à savoir :

- à la mairie d'AUMÂTRE :

- le mardi 13 avril 2021, de 9 heures à 12 heures ;
- le samedi 24 avril 2021, de 9 heures à 12 heures ;
- le mardi 11 mai 2021, de 14 heures à 17 heures ;

- à la mairie de FRETTECUISSÉ :

- le vendredi 9 avril 2021, de 14 heures à 17 heures ;
- le mercredi 28 avril 2021, de 14 heures à 17 heures ;
- le vendredi 7 mai 2021, de 9 heures à 12 heures.

BILAN DES OBSERVATIONS

Comme le mentionne le Procès-verbal de synthèse, 223 contributions ont été recueillies

- 126 en mairie d'Aumâtre
- 26 en mairie de Frettecuisse
- 71 sur le site internet de la préfecture

Il est à souligner, comme indiqué dans le procès-verbal de synthèse, que 65 contributions type (lettre préremplie) ont été déposées à la mairie d'Aumâtre lors de la permanence du 24 avril 2021.

THEMES ABORDES

L'analyse des différentes observations et courriers reçus a permis au commissaire enquêteur de regrouper et de préciser les principaux thèmes exprimés au cours de l'enquête.

Dans ce mémoire en réponse, le pétitionnaire, WP France 20, répond à l'ensemble de ces thématiques dans les parties 1 à 8.

A la suite de ces éléments, des réponses seront apportés aux questions de Monsieur le commissaire enquêteur dans la partie 10.

I - L'enquête publique et le dossier

Enquête publique	<ul style="list-style-type: none">- Pourquoi l'enquête publique se déroule-t-elle en plein confinement sanitaire ?- La période de confinement limite les possibilités de déplacements en se rendant dans les mairies.- Rien n'a été mis en place pour informer correctement les habitants.	Fret/2
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale (DAE) a été jugé recevable par les services instructeurs le 29 janvier 2021. S'en suit systématiquement dans la procédure d'instruction, une phase d'enquête publique. La Préfecture décide et impose les dates qui l'encadre, soit pour notre projet du 8 avril au 11 mai 2021 inclus. L'arrêté Préfectoral fixant les dates de l'EP est paru le 22 Février 2021 alors que l'annonce du 3^{ème} confinement a eu lieu le 31 Mars 2021.</p> <p>Contrairement à la période du premier confinement, aucune disposition réglementaire n'a été prise pour suspendre ou reporter les enquêtes publiques en cours. L'enquête publique relative au projet éolien de Blancs Monts s'est donc déroulée conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>L'affichage réglementaire a été mis en place dans les communes situées dans un rayon de 6km autour du projet, le 3^{ème} confinement permettait de se déplacer dans un rayon de 10km autour de son domicile. Les permanences en mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse se sont effectuées dans le respect des gestes barrières.</p> <p>Par ailleurs, il a également été possible de participer de manière dématérialisée par courrier et par mail. Le dossier étant consultable via l'adresse « https://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions ».</p> <p>Concernant la publicité relative à l'enquête publique, l'affichage réglementaire a été respecté et constaté par un huissier de justice :</p> <ul style="list-style-type: none">- Parution dans des journaux locaux le 23 mars 2021 et le 13 avril 2021 (« Courrier Picard » et « Picardie La Gazette »).- Affichage de l'avis d'enquête publique sur les panneaux des mairies situées dans un rayon de 6km autour du site d'implantation (41 communes).- 9 panneaux d'avis d'enquête publique ont été implantés autour du site selon la configuration ci-dessous. Les emplacements sont situés sur les parcelles d'implantation du projet et sur les grands axes de circulations.		

Blancs Monts
Plan de
localisation

- Le site internet du projet « <http://parc-eolien-blancsmonts.info> » mentionne, en première page, la tenue de l'enquête publique et les dates associées.
- Le site de la préfecture de la Somme annonce l'EP et recense l'intégralité des éléments du dossier.
- Un flyer a été distribué par les soins de la mairie de Frettecuisse pour informer les habitants de la tenue de l'enquête publique.

Dossier	<ul style="list-style-type: none"> - Qui vérifie le dossier posté sur Internet ? - Qui vérifie que tous les documents et toutes les informations qui doivent être remis sont bien présents ? - Qui vérifie que les données que donne Total sont exactes ? - Qui vérifie qu'il n'y a pas eu de prise illégale d'intérêts ? - Où sont les données relatives aux capacités financières du projet ? - Les cartes du dossier sont périmées, insuffisamment renseignées, et présentent des erreurs. - Les photomontages sont irréalistes. 	Fret/2
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>La préfecture de la Somme se charge de publier tous les éléments du dossier sur internet et vérifie son exactitude.</p> <p>Les services instructeurs de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement) et de la Préfecture sont chargés de vérifier la complétude du dossier. Dans le cas du projet Blancs Monts, le dossier a été jugé recevable (et donc complet) le 29 Janvier 2021.</p> <p>La société porteuse du projet ne réalise pas elle-même les études mais missionne des sociétés externes et indépendantes. Les services instructeurs vérifient les données transmises et peuvent exiger des modifications / ajouts dans le dossier, notamment lors de la demande de compléments. C'est dans ce cadre que le dossier de Demande d'Autorisation Environnementale du projet de Blancs Monts a été complété le 6 Novembre 2020.</p> <p>Concernant le risque de « prise illégale d'intérêt », les élus directement ou indirectement concernés par le projet éolien (exploitants agricoles, propriétaires ou proches de personne concernée) ont été invités à quitter les lieux dès le moment où le sujet de l'éolien est abordé, ainsi ils ne prennent pas part au débat et ne votent pas. Ces mentions sont inscrites dans les délibérations pour éviter le moindre doute. C'est le cas pour chaque</p>		

délibération ayant une valeur juridique, comme par exemple l'engagement pour l'autorisation des voiries. Il est ensuite à la responsabilité des élus d'appliquer cette procédure pour les protéger.

Les données relatives aux capacités financières du demandeur sont présentes dans les pages 17 à 20 « Volume 3 – Présentation de la demande ».

Pour chaque carte présentée dans le dossier, l'année d'édition est affichée. En jugeant le dossier recevable, les services de l'Etat ont considéré ces cartes comme exactes et complètes. Il se peut en revanche que depuis le dépôt initial du dossier (11 Novembre 2019) certaines informations aient évolué.

Les photomontages ont été réalisés grâce au logiciel spécialisé « Resoft Windarm r4.2 ». Ils respectent les préconisations et la méthodologie du « Guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs éolien ». Cette méthodologie est explicitée p244 du volet paysager.

Procédure de concertation	- Demande faite au porteur de projet de prouver l'acceptabilité sociale dont il parle et de communiquer ses sources.	Fret/2
	- Pour quelles raisons le porteur de projet n'est-il jamais venu voir les riverains pendant toutes ces années d'études et de visites à Frettecuisse ?	
	- Le maire de Fresnoy-Andainville déclare ne pas avoir été informé du projet par le développement éolien et l'avoir seulement découvert lors de l'enquête publique.	Aum/20
	- Les habitants de Fresnoy-Andainville n'ont pas été informés du projet.	Préf/58

Réponse du Maître d'ouvrage

Durant la phase de développement, les conseillers municipaux des deux communes ont été amenés à délibérer à plusieurs reprises à propos du projet. Les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse ont accepté le développement d'un projet éolien sur leur territoire et donné leur accord pour l'utilisation des propriétés communales (chemins ruraux et voies communales). Ces documents sont disponibles dans le dossier 80_GWP_Blancs_Monts_07_Accords_Avis_Consultatifs.

Au 2nd semestre 2018, des entretiens préalables à la concertation publique ont été organisés par la société « Courant Porteur » pour approfondir le dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire :

- Dans ce cadre, 8 rencontres individuelles ont été réalisées pour comprendre la perception des acteurs locaux vis-à-vis du développement du projet éolien mais aussi pour recueillir leurs attentes en matière de concertation avec le public.
- Les Maires des communes d'accueil ont également été sollicités pour réfléchir au dispositif de concertation qui pourrait être mis en place sur leur territoire.



PARC EOLIEN BLANCS MONTS

Concertation volontaire

Une nouvelle permanence publique sur le projet éolien « Blancs Monts » est organisée par Global Wind Power

Venez vous informer et participer



Sur Internet :
www.parc-eolien-blancsmonts.info

**À LA MAIRIE DE FRETTECUISSÉ
LE MERCREDI 26 JUIN
DE 18H00 À 20H00**

L'équipe du projet éolien sera à votre disposition et à votre écoute pendant cette séance d'information organisée à la municipalité de Frettecuisse de 18H00 à 20H00.

- Par ailleurs les coordonnées du Chef de Projet, disponibles sur le site internet du projet ou transmises via les élus ont permis d'organiser des appels ou RDV pour les riverains qui voulaient se renseigner sur le projet, son avancement ou obtenir des informations sur l'éolien en général.
- Plusieurs habitants de Frettecuisse ont également pu être rencontré individuellement, à leur demande, pour étudier et présenter la faisabilité de mesures d'accompagnement à proximité de leur habitation.

Lors du développement du projet, une démarche de concertation a été menée continuellement auprès des mairies d'Aumâtre et de Frettecuisse, à savoir les communes d'implantation.

Afin que toutes les communes aux alentours puissent avoir connaissance du projet la société a sollicité un rendez-vous auprès de la CC2SO. Ce rendez-vous de présentation du projet de Blancs Monts s'est tenu le 31 octobre 2018, monsieur le Président et monsieur le directeur des services ont participé à ce rendez-vous.

Par la suite, les communes voisines, dont Fresnoy-Andainville, avaient la possibilité de se renseigner sur le projet, par exemple via le site internet.

Les avis exprimés	L'avis de l'autorité environnementale et les réponses apportées jugées insatisfaisantes.	Préf/67 à Préf/71
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Il est à souligner que la réponse à l'avis de la MRAe est une phase imbriquée à l'ensemble du processus d'instruction. Depuis octobre 2019, cet avis est rendu sur la version initiale du dossier, c'est-à-dire sans attendre la version consolidée après demande de compléments par les services instructeurs.</p> <p>Dans ce cadre il convient donc de ne pas prendre en compte uniquement le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe mais bien ce mémoire et le dossier mis à jour.</p> <p>En tout état de cause, chaque recommandation de la MRAe fait l'objet d'une réponse argumentée et d'ajout dans le dossier. Sans reprendre intégralement la réponse apportée par le pétitionnaire (dossier 80_TQN_Blancs Monts_ReponseMRAe), on peut noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ajout de photomontages depuis les points de vue identifiés dans l'atlas des paysages de la Somme. - La réalisation de photomontages complémentaires depuis l'église d'Aumâtre. - La réalisation de photomontages complémentaires depuis les abords du château de Rambures. - L'ajout de la note de synthèse des données avifaunistiques fournit par l'association Picardie Nature. - La prise en compte des suivis de mortalité chiroptérologiques du parc éolien avoisinant d'Arguel et des deux moulins. 		

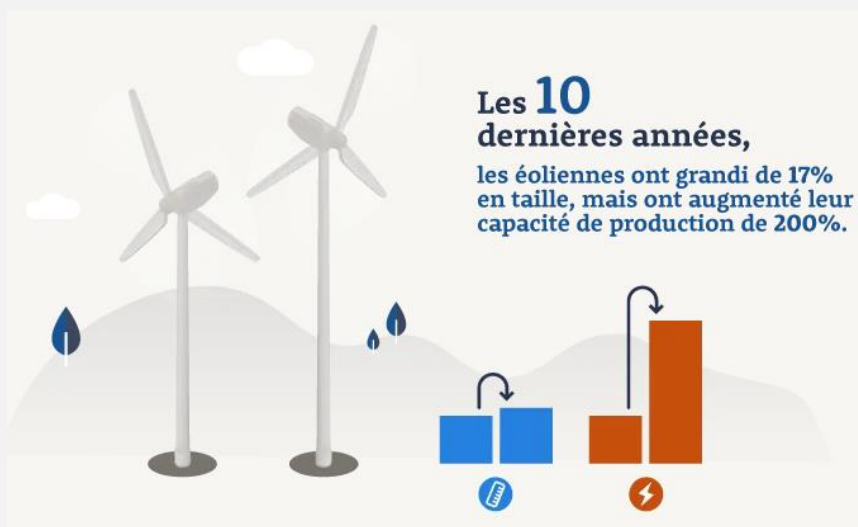
Prise en compte de l'avis des élus et de la population	- Les maires n'ont qu'un pouvoir facultatif lors de débats en conseil municipal. Seul le préfet décide.	Préf/43
Réponse du Maître d'ouvrage <p>En effet, conformément au code de l'environnement, pour les demandes d'autorisations environnementales, la décision finale revient à Madame la Préfète de la Somme. Néanmoins, en amont de cette décision différents avis sont rendus par les services de l'état. Dans le cas présent, Madame la Préfète pourra s'appuyer sur l'avis de la MRAe, sur l'avis de Monsieur le Commissaire Enquêteur ainsi que sur l'avis de la Commission Départementale de la Nature des Sites et des Paysages (CDNPS). Le contexte local et donc l'avis de la population est bien entendu et pris en considération dans ce processus d'instruction.</p> <p>Par ailleurs et sans que cela ne soit une demande réglementaire, la société ne démarre le développement d'un projet éolien qu'avec l'accord du conseil municipal. Le projet de Blancs Monts ne fait pas exception à cette bonne pratique, le conseil municipal d'Aumâtre a délibéré favorablement au développement d'un projet éolien en 2014, les élus de Frettecuisse ont exprimé un avis favorable en 2017.</p>		

Contexte réglementaire des projets éoliens	- La taille des éoliennes est passée de 90 m à maintenant 180 m, et bientôt 220 m, et ce, sans que la norme ait évoluée en conséquence...! La distance minimale avec les habitations est restée à 500 m.	Préf/23
	- Pourquoi la distance minimale de sécurité de 500 m n'a-t-elle pas évoluée, alors que la taille des éoliennes en hauteur a doublé en 10 ans ?	Préf/44

Réponse du Maître d'ouvrage

En premier lieu, il convient de rappeler que la taille des éoliennes a en effet évolué mais dans des proportions plus limitées que ce qui peut être évoqué dans certaines contributions. Au cours des 10 dernières années, les éoliennes ont grandi de 17% en taille pour une augmentation de 200% en capacité de production.

L'illustration ci-dessous précise ces évolutions.



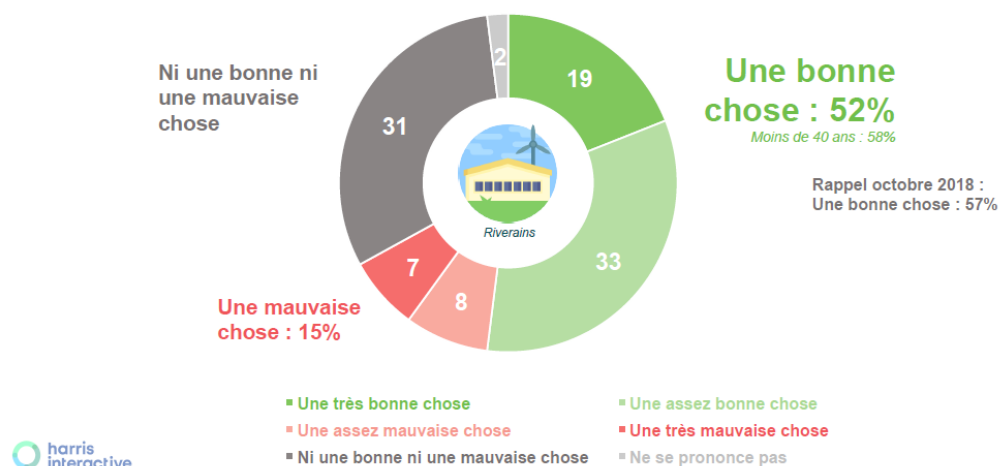
Depuis 2011, la distance minimale de 500 mètres est fixée par l'article L.515-44 du Code de l'Environnement.

Une enquête réalisée en 2015 pour le SER par l'institut de sondage BVA auprès de 900 personnes vivant dans un rayon de 500 à 1000 mètres de parcs éoliens révèle que 84% des personnes interrogées estiment que le parc est situé à bonne distance des habitations.

Par ailleurs, selon le récent sondage Harris sur l'énergie éolienne (27 Janvier 2021), il est à noter que près d'un Français sur 2 vivant à proximité d'une éolienne estime que cette installation a été une bonne chose, près 1/3 que cela n'a pas eu d'impact et seulement 15% estimant qu'il s'agit d'une mauvaise chose :

Vous vivez à proximité d'une éolienne. L'installation de ce parc éolien dans votre commune ou à proximité est-elle selon vous ...

- Aux riverains, en % -



II - Les thématiques relatives à l'énergie éolienne

Intérêts catégoriels	- Au nom de l'écologie, le développement de l'éolien ne profite qu'à servir les intérêts de certaines catégories socio-professionnelles.	Préf/7
	- Contribution du député de la Somme Emmanuel MAQUET. Concernant les tarifs subventionnés.	Préf/51

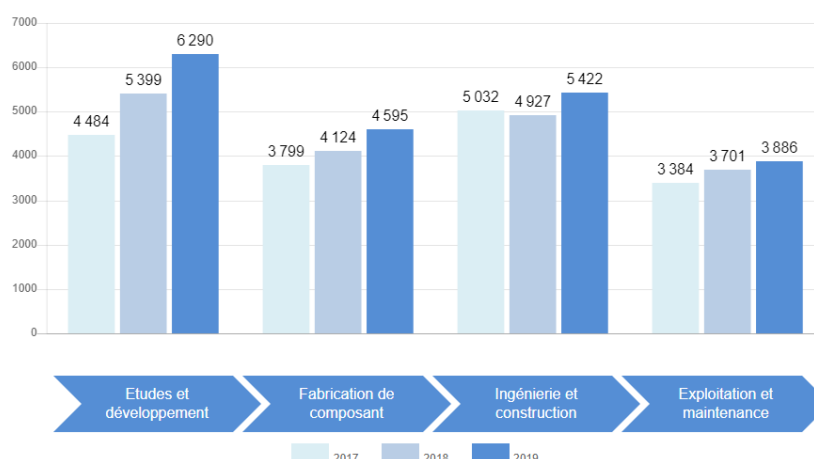
Réponse du Maître d'ouvrage

L'éolien permet de produire de l'électricité tout en diminuant les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) par rapport aux modes de production conventionnels et participe à la lutte contre le réchauffement climatique. Dans les plans d'urbanisme, les éoliennes sont considérées comme équipements d'intérêt collectif.

Par ailleurs, les retombées fiscales (impôts et taxes) auxquelles sont soumises les éoliennes et retransmises à différentes échelles territoriales : commune d'implantation, EPCI, département et région permettent de servir les intérêts locaux, sans distinction de « catégories socio-professionnelles. »

La filière embauche par ailleurs 20.200 personnes sur le territoire national (en 2019) et a créé 2.000 emplois sur cette même année. L'éolien est envisageable pour tous via son portefeuille de métiers accessibles selon tous niveaux d'études.

Dynamique de l'emploi de la filière sur la chaîne de valeur



L'éolien, comme les autres sources d'énergies renouvelables, bénéficie depuis plusieurs années d'un soutien de l'état, permettant de les challenger autres formes d'énergies.

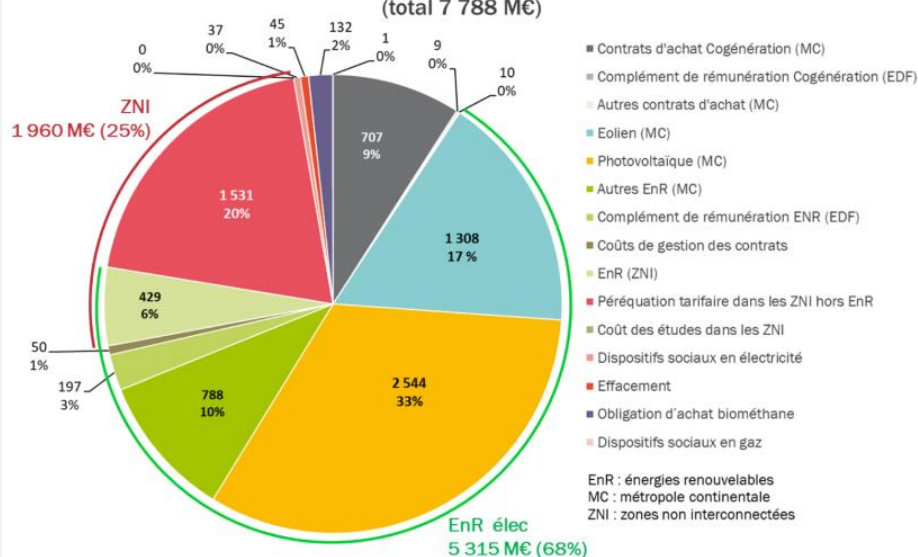
L'éolien représente aujourd'hui un coût très faible sur la facture des consommateurs pour des bénéfices certains.

La participation du consommateur au développement éolien est incluse dans une part de la Contribution au Service Public de l'Électricité (CSPE) intégrée dans la facture d'électricité globale.

En effet, la taxe CSPE soutient les missions de service public des fournisseurs d'électricité, comme le développement des énergies renouvelables ou encore les chèques énergie. En effet, il est écrit dans la loi du 10 février 2000 que « les charges imputables aux missions de service public assignées aux opérateurs électriques doivent être intégralement compensées ». La CSPE concerne donc tous les citoyens français ayant accès à l'électricité, et est calculée par rapport au nombre de kWh consommés. Ainsi, plus nous consommons d'électricité, plus le montant de la CSPE sera élevé.

Aujourd'hui la part des énergies renouvelables électriques dans le budget CSPE est de 68 % pour le soutien aux énergies renouvelables dont 33 % pour le photovoltaïque et 17 % pour l'éolien en métropole contre 19% en 2016 (voir figure ci-dessous). Le coût de l'énergie éolienne pour les français est de 1€ par mois et par foyer en 2018.

Charges de service public de l'énergie prévisionnelles au titre de 2019
(total 7 788 M€)



Avec le passage progressif aux appels d'offres, le soutien de l'État accordé à la production d'énergie éolienne se réduit.

Les résultats du dernier appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation de parcs éoliens terrestres révèlent un prix moyen du MWh en nette baisse par rapport au tarif fixe précédent (aux alentours de 82€ le MWh) Pour l'ensemble des projets lauréats, **le MWh sera vendu, en moyenne, à 59,5€,** soit une baisse de 27%, complément de rémunération inclus (Arrêté du 6 mai 2017 fixant les conditions du complément de rémunération de l'électricité produite par les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent de 6 aérogénérateurs au maximum).

En comparaison, d'après les estimations de différentes sources dont l'ADEME le coût de l'électricité produite par le nouveau nucléaire s'élèvera à 115 €/MWh (EPR de Flamanville).

Intérêt économique de l'énergie éolienne	- A quoi peut bien servir la production d'énergie éolienne puisque nos factures d'électricité ne font qu'augmenter.	Préf/42
---	---	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

Le parc permettra d'engendrer des retombées fiscales territoriales significatives, notamment à l'échelle des communes d'implantation :

6 éoliennes de 4,2 MW	Recettes fiscales annuelles	Durant 25 ans
Aumâtre	46 575,42 €	1 164 385,41 €
Frettecuisse	47 556,97 €	1 188 924,14 €
Somme Sud-Ouest	91 173,36 €	2 279 334,04 €
Département	106 378,28 €	2 659 457,09 €
Région	12 655,44 €	316 386,00 €
Total	304 339,47 €	7 608 486,67 €

Viennent s'ajouter à ces montants, les loyers provisionnés aux communes correspondant aux autorisations d'utilisation des voiries publiques.

Comme indiqué ci-dessus le prix moyen de l'éolien de nouvelle génération est aux alentours de 59.5€/MWh, comparativement, le cout du solaire au sol est aujourd'hui de 53,4€/MWh et tend également à la baisse. On notera que le coût de l'EPR de Flamanville est aujourd'hui évalué à 115€/MWh. L'éolien par sa maturation devient donc de plus en plus compétitif.

Les factures d'électricités augmentent certes, mais cela est dû à d'autre facteurs (augmentation des taxes, gestion du réseau etc.) qui représentent 70% de la facture totale du consommateur.

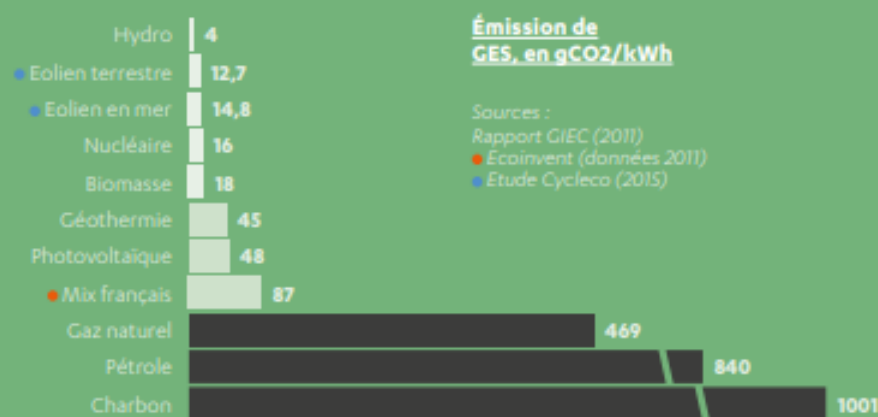
Intérêt écologique de l'énergie éolienne	1- Demande faite au porteur de projet d'apporter la preuve que ses éoliennes contribueront intrinsèquement et durablement à la réduction d'émissions de CO2. - Les utilise-t-on quand il n'y a pas de vent ?	Fret/2
	2- Les éoliennes ne sont pas écologiques : utilisation de métaux rares, pales non recyclables, fabriquées à l'étranger, transportées par des entreprises étrangères.	Préf/13

Réponse du Maître d'ouvrage

D'après un rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), l'énergie éolienne est le deuxième moyen de production le moins carboné (le premier étant l'hydroélectricité). Une éolienne émet 12,7 g eq. CO2/kWh sur l'ensemble de son cycle de vie (en tenant compte de la fabrication, du transport, de l'installation et du démontage) contre 87 g eq. CO2/kWh en moyenne pour le mix électrique français.

Ces chiffres sont repris dans le graphique ci-dessous :

Une éolienne n'émet ni GES ni particules pour produire de l'électricité.



Toujours à propos du bilan carbone d'une éolienne, l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) dans son étude « Impacts environnementaux de l'éolien français » publiée en 2015, conclue que le temps de retour énergétique d'une éolienne est de 12 mois. C'est le temps dont a besoin une éolienne pour produire la quantité d'énergie qui a été nécessaire à sa fabrication et à son implantation.

Par conséquent, l'augmentation de l'éolien dans la part du mix énergétique français et européen revient à diminuer les émissions de GES. Il en est de même à l'échelle mondiale.

En appliquant les chiffres fournis par l'ADEME et RTE (panorama 2020 des énergies renouvelables) et en analysant le cycle de vie complet du projet éolien de Blancs Monts (démontage et recyclage inclus), il est à noter que ce parc éolien permettra d'éviter le rejet de 19 500 tonnes de CO2 par an.

En l'absence de vent, l'éolienne ne fonctionne pas et ne produit donc pas d'électricité. Néanmoins, les éoliennes sont actives environ 90% du temps, à des vitesses (et donc à des puissances) différentes.

A noter que le vent présent au sol n'est pas le même que celui en altitude. Ce dernier est plus abondant et plus régulier, ainsi, il est possible qu'un individu ne ressente pas de vent au pied de machine alors que l'éolienne, beaucoup plus haute, fonctionne.

Pour la question des déchets il faut noter que les parties métalliques comme le mât et le rotor constituent plus de 90% de la masse totale des aérogénérateurs et se recyclent dans les filières existantes. La valeur marchande de ces ferrailles font d'ailleurs souvent du démontage d'une éolienne une opération rentable. Le béton armé des fondations peut aussi être valorisé : trié, concassé et déferraillé, il est souvent réutilisé sous la forme de granulats dans le secteur de la construction. Les pales d'une éolienne sont constituées de matériaux composites à base de fibres de verre et/ou de carbone suivant les modèles. Actuellement, ces matériaux sont transformés en combustible solide de récupération (CSR) utilisé dans la fabrication du ciment ou valorisé sous forme de chaleur.

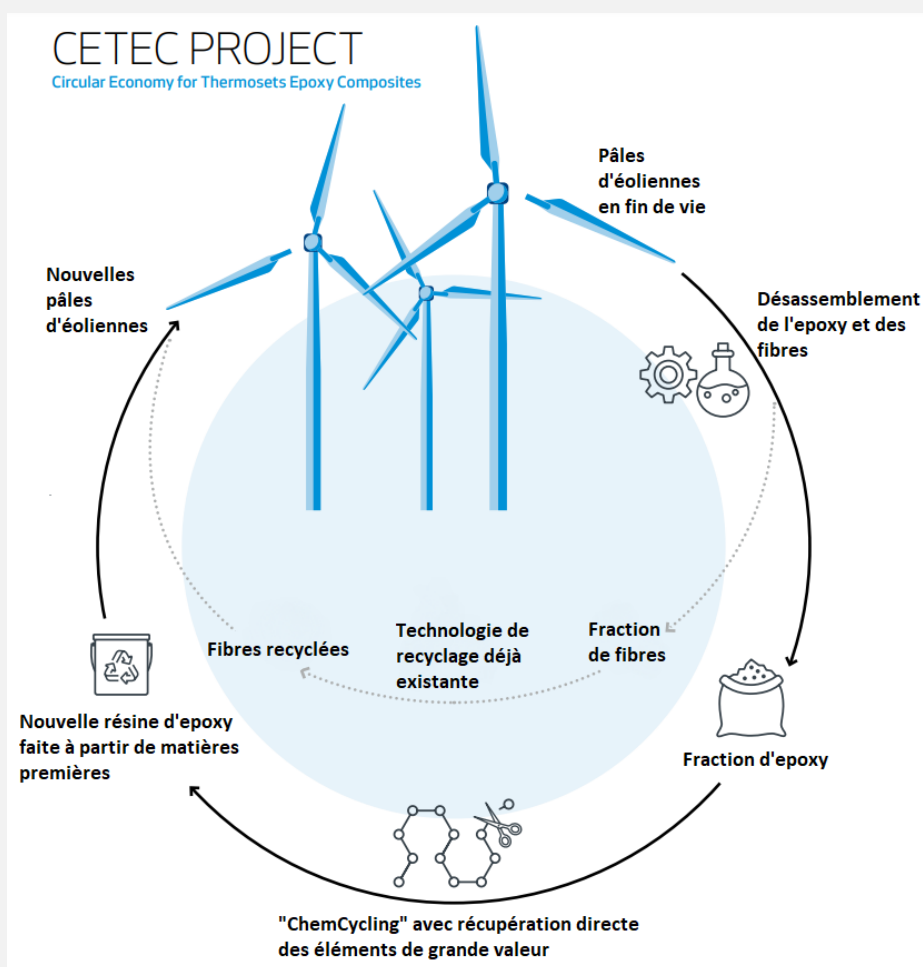
D'une manière générale, environ 98% de la masse d'une éolienne se recycle. La filière cherche à optimiser ce taux par l'innovation. En effet, plusieurs projets de R&D sont en cours pour améliorer la recyclabilité des pales :

- Projet Effiwind initié par l'ADEME et le Conseil régional d'Aquitaine, il étudie, avec des acteurs notables de la filière, des matériaux innovants pour les pales.

- Projet de recherche DreamWind (Designing Recyclable Advanced Materials for Wind Energy) mené par Vestas qui vise à développer de nouveaux matériaux composites durables pour les pales.

Ce dernier projet a très récemment fait l'objet de grandes avancées, Vestas, fabricant d'éoliennes, a annoncé que ses machines seront bientôt 100% recyclables grâce à sa technologie CETEC (en français : Economie Circulaire pour les Composites Epoxy Thermodurcissables).

Après avoir désassemblé les composites contenus dans les pâles, les fibres sont envoyées dans des filières de recyclage existantes tandis que l'époxy est valorisé via un procédé dit "ChemCycling". Il en ressort des matériaux réutilisables pour les nouveaux aérogénérateurs. Un schéma est disponible ci-contre :



Source : <https://energynews.fr/recyclage-deolienne-vestas-et-ses-turbines-zero-dechets/>

La technologie sera pleinement opérationnelle et adaptée à l'industrie d'ici quelques années.

Les terres rares dans l'énergie ont des applications variées : raffinage du pétrole, barre de contrôle des réacteurs nucléaires, batteries rechargeables, aimant permanent. Hors énergie, les terres rares se retrouvent dans nombres d'autres secteurs et appareils du quotidien : appareils électroménagers, technologiques ou industriels (smartphone, ordinateur, écran LCD...).

Il existe deux types de machines pour l'éolien : les machines asynchrones (rotor à cage et rotor bobiné), dont est composée une grande partie de la filière éolienne terrestre, et les machines synchrones (rotor bobiné et à aimant permanent) dont est composée une partie de la filière éolienne offshore (en mer).

L'ADEME a publié en novembre 2019 une étude sur l'utilisation des terres rares dans le secteur des EnR (<https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/fiche-technique-terres-rares-energie-renouvelable-stockage-energie-2019.pdf>) , il en ressort que « La consommation de terres rares dans le secteur de la production d'énergies renouvelables réside essentiellement dans l'utilisation d'aimants permanents pour l'éolien en mer. **Seule une faible part des éoliennes terrestres en utilise, environ 3 % en France.** »

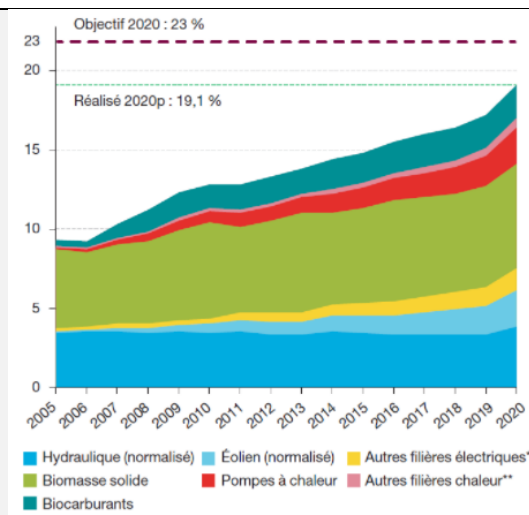
Les éoliennes en mer contiennent donc des terres rares car cela permet de limiter les besoins de maintenance qui sont coûteux en mer. La R&D travaille pour diminuer voire supprimer totalement la dépendance aux terres rares dans l'éolien : notamment en optimisant les turbines ou en trouvant des alternatives qui pourraient remplacer les terres rares par des composants aux propriétés similaires. Les avancées les plus récentes en recherche permettraient même la substitution directe des terres rares extraites principalement à l'étranger et en particulier en Chine. Une première mondiale de génératrice synchrone à aimants permanents avec de la ferrite a été développée par une entreprise anglaise GreenSpur Renewables : des turbines de 3 et 6 MW sont déjà installées et une turbine de 15 MW est attendue courant 2021.

Intérêt énergétique des éoliennes	- La Somme a déjà atteint ses objectifs en matière de production d'énergie renouvelable.	Fret/2
	- L'énergie produite par les éoliennes n'a pas vocation à remplacer l'énergie issue des centrales nucléaires.	Aum/8
	- Le secteur éolien de l'électricité ne concerne que de 7,2% de la consommation électrique française à la fin de l'année 2019.	Préf/61

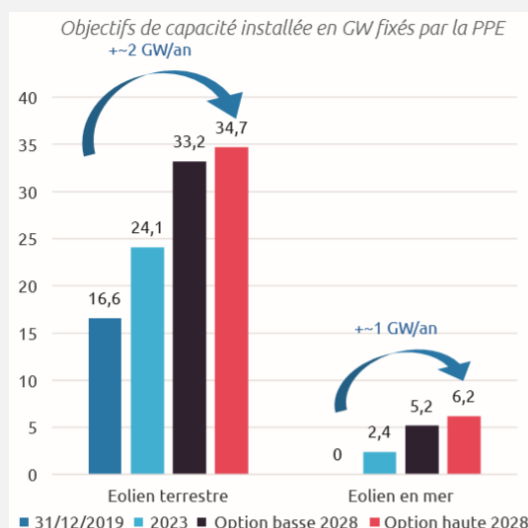
Réponse du Maître d'ouvrage

Il n'y a pas d'objectif à l'échelle départementale. A l'échelle régionale, les Hauts de France ont effectivement atteint les objectifs inscrits dans le SRCAE prévus pour 2020 (4867MW installés pour 4150 MW visés).

Il est par ailleurs à noter qu'à l'échelle nationale, la France n'a pas atteint son objectif de développement des énergies renouvelables fixé dans le cadre européen. Les renouvelables devaient représenter 23% de sa consommation finale d'énergie en 2020, conformément à une directive européenne de 2009. D'après les dernières données du ministère de la Transition écologique, consultables ci-dessous, la France n'aura atteint que 19,1%



La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) correspondant à la feuille de route énergétique nationale, adoptée en 2020, prévoit, elle, de nouveaux objectifs nationaux : 24,1GW en 2023 et entre 33,2 et 34,7GW en 2028. Fin 2019, la puissance installée était de 16,6GW.



Pour répondre au dernier point, notons que le taux de couverture de la consommation électrique française par l'énergie éolienne s'élevait à 8,8% sur l'année 2020 (<https://www.rte-france.com/actualites/energies-renouvelables-269-de-la-consommation-delectricite-couverte-en-france>).

La France ne cherche pas à remplacer les centrales nucléaires par un autre moyen de production mais à s'équiper d'un mix énergétique, basé sur l'exploitation des énergies renouvelables (solaire, hydraulique, éolien, biomasse etc.) tout en conservant un socle nucléaire (objectif de 50% de nucléaire dans le mix électrique). Les objectifs sont multiples : renforcer son indépendance énergétique, diversifier son mix électrique, favoriser un coût de l'électricité compétitif et exploiter ses ressources locales tout en développant des filières créatrices d'emplois sur son territoire.

Alternatives à l'énergie éolienne	- Il faut promouvoir des alternatives à l'éolien. Développer d'autres énergies renouvelables (hydroliennes, le solaire, la méthanisation...).	Préf/1
--	---	--------

Réponse du Maître d'ouvrage

Comme le prévoit la loi de transition énergétique pour la croissance verte « LTECV » et la Programmation Pluriannuelle de l'Energie « PPE », il est nécessaire de développer un mix énergétique et donc de ne pas opposer éolien et autres moyens de production d'électricité d'origine renouvelable. L'objectif général français en termes de production électrique renouvelable est d'augmenter de 50% les capacités de production pour 2023 et de doubler le niveau actuel pour 2028. Cela représente un objectif compris entre 102 et 113 GW. Tout cela en fermant 4 à 6 réacteurs nucléaires pour la même échéance.

Les objectifs par filière sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Principales mesures transversales de promotion des ENR électriques		
Fixer les objectifs suivants pour les filières d'énergies renouvelables électriques afin de porter la capacité installée de 48,6 GW fin 2017 à 74 GW en 2023 et entre 102 à 113 GW en 2028 :		
	2023	2028
Hydroélectricité (GW)	25,7	26,4-26,7
Éolien terrestre (GW)	24,6	34,1-35,6
Éolien en mer (GW)	2,4	4,7-5,2
Photovoltaïque (GW)	20,6	35,6-44,5
Biomasse-bois	0,8	0,8
Biogaz-Méthanisation	0,27	0,34-0,41
Géothermie	0,024	0,024
Total	74	102 à 113

Tableau 5 : Objectifs PPE en matière de production d'électricité renouvelable par filière

Pour le cas de l'éolien terrestre, il faut plus que doubler les capacités actuellement installées. Cela passera par une contribution de l'ensemble des régions de France.

La région Hauts de France, avec son régime de vent régulier dispose du premier gisement éolien de France. Cela associé à la présence de grands espaces agricole éloignés et un habitat groupé (peu de hameaux isolés) permet le développement de l'éolien.

D'après les chiffres de 2020 (fournis par RTE, ENEDIS et OBSER'ER), pour **la région Haut de France** le taux de couverture ENR de la consommation électrique est de 26%.

90% de la production de ces ENR proviennent de l'éolien.

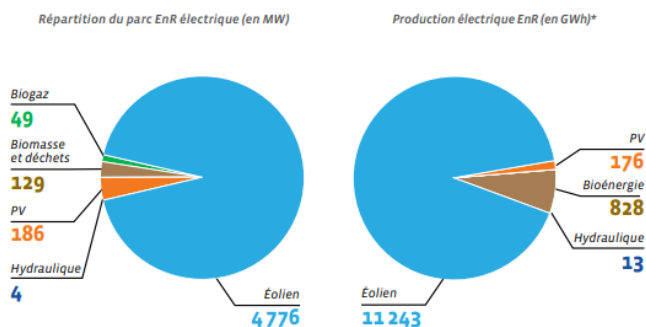
Ces chiffres sont indiqués ci-dessous, ils proviennent du baromètre des énergies renouvelables 2020 :

HAUTS-DE-FRANCE

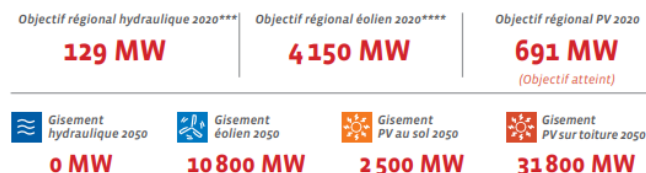
CHIFFRES CLÉS ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE



PUISSANCES ET PRODUCTION AU 30 SEPTEMBRE 2020



OBJECTIFS ET GISEMENTS



Source : http://www.energies-renouvelables.org/observ-er/html/energie_renouvelable_france/ObservER-Barometre-EnR-Electrique-France-2020.pdf

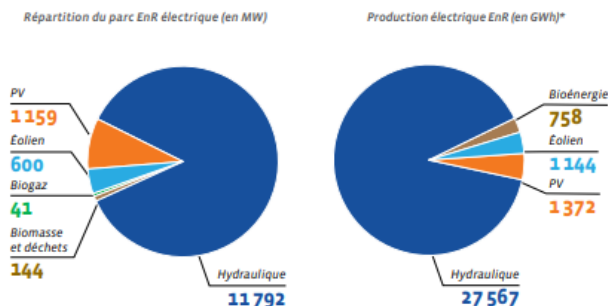
A titre d'exemple, la région Auvergne Rhône-Alpes présente un taux de couverture ENR de 50% dont 91% sont fournis par l'hydroélectricité.

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

CHIFFRES CLÉS ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE



PUISSANCES ET PRODUCTION AU 30 SEPTEMBRE 2020



OBJECTIFS ET GISEMENTS



Les gisements proviennent de l'étude Ademe "Vers un mix électrique 100 % renouvelable en 2050".

Ces chiffres montrent bien que chaque région doit participer à la transition énergétique en utilisant les ressources de son territoire (l'hydraulique pour les régions à fort relief, l'éolien pour les régions présentant une ressource en vent importante).

Soucieux de cet enjeu territorial, notre société développe, construit et exploite également des centrales solaires (268), des barrages (13) et des usines de méthanisation (10).

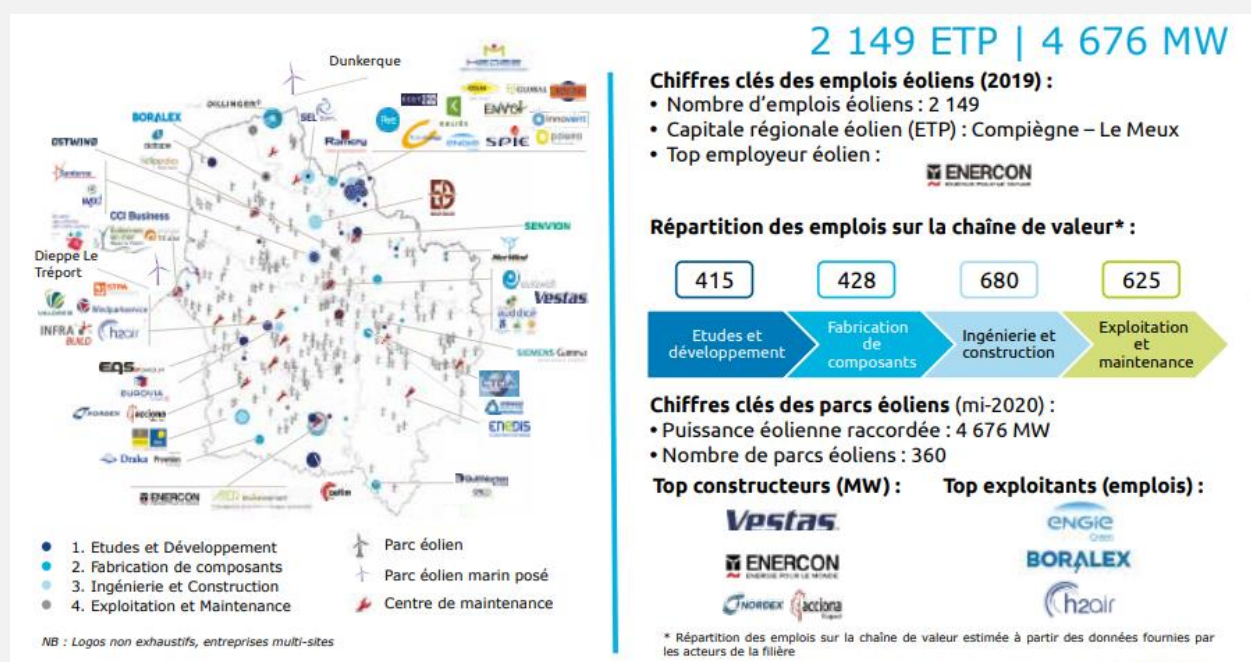
III - Les conséquences d'un parc éolien pour les communes et l'attractivité socio-économique

Retombées économiques, financières et sociales.	- Demande faite au porteur de projet d'apporter la preuve que la fabrication et le montage du parc éolien créeront des emplois locaux.	Fret/2
	- Les riverains subissent la présence de ces machines mais cela ne leur ramène aucun avantage, même pas une baisse des tarifs d'électricité.	Aum/7
	- Sous prétexte d'un projet pour l'écologie, les communes se battent pour l'obtention d'éoliennes dans le seul but de rentrée d'argent.	Préf/33
	- Accusations portées contre la CC2SO de donner son accord à des projets éoliens uniquement pour obtenir des retombées financières sans se soucier du bien-être des habitants.	Préf/58

Réponse du Maître d'ouvrage

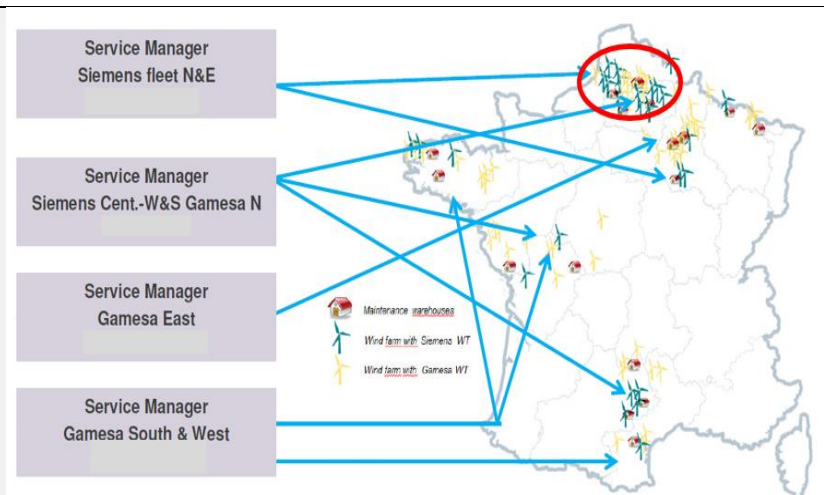
D'après l'observatoire de l'éolien (disponible dans son intégralité en suivant ce lien : https://fee.asso.fr/wp-content/uploads/2020/10/ObsEol2020_web_light_v3.pdf) établi par le cabinet indépendant Capgemini, 20 200 personnes travaillent dans le secteur de l'éolien en France (dont 2149 dans les Hauts-de-France). Notons par ailleurs que ce chiffre est en hausse de 25% par rapport à 2016, ce qui montre la dynamique de la filière.

L'illustration ci-dessous présente les chiffres clés de l'emploi pour cette région, 2^{nde} en termes d'emplois éoliens après l'Ile de France.



Plus spécifiquement, pour le projet éolien de Blancs Monts, les éoliennes seront construites par Siemens Gamesa (entreprise qui construit actuellement une usine au Havre avec 750 emplois prévus).

L'exploitation du parc éolien de Blancs Monts nécessitera la création d'un poste à plein temps. La société Siemens Gamesa, pour la gestion et l'entretien de ces éoliennes a actuellement 4 centres de maintenance dans la région.



Les entreprises de terrassement et construction seront majoritairement des sociétés locales. Le chantier sera divisé en différents lots (VRD, raccordement, fondations...), qui feront l'objet d'appels d'offre. Un grand nombre d'entreprises locales ont les capacités pour y répondre. La société souhaite ici rappeler les commentaires PREF/03 et PREF/04 qui confirment ce point.

L'énergie produite alimentera les foyers les plus proches : les riverains profiteront donc d'une électricité renouvelable et locale.

Par ailleurs, les retombées économiques engendrées par le projet bénéficieront au territoire et plus particulièrement aux habitants des communes d'implantation pour lesquelles le budget annuel se verra augmenter considérablement (voir le tableau dans le paragraphe "intérêt économique de l'énergie éolienne"). Cet argent pourra contribuer à une amélioration de la qualité de vie des riverains selon les projets communaux.

De manière générale, les développeurs recherchent des zones ventées exemptes de contrainte rédhibitoire puis contactent les communes éligibles pour leur présenter les atouts de l'éolien et d'un projet sur leur territoire. Les retombées fiscales en font partie et viennent compléter l'engagement des communes envers la lutte contre le réchauffement climatique.

Rappelons simplement qu'une communauté de communes ne peut donner qu'un accord de principe sur un projet éolien. La décision revenant à la Préfète.

Concernant les retombées financières, la CC2SO a mis en place une clé de répartition afin que les communes d'implantation des projets et les communes à proximité profitent de retours financiers plus conséquents que ce que propose la loi.

	Commune siège	CC2SO	Autres communes
12 premiers MW	50 % IFER + CFE	30 %	20 %
Au-delà de 12 MW		50 %	50 % (y compris la commune siège)

Notons par ailleurs que la CC2SO mène un projet pour tendre vers l'indépendance énergétique. En effet, dans le cadre de son cluster VERT, la collectivité souhaite produire de l'hydrogène vert 100% décarboné à partir de la production éolienne, comme l'explique l'article suivant datant de mars 2021 :

https://actu.fr/hauts-de-france/croixrault_80227/communaute-de-communes-somme-sud-ouest-bientot-de-l-hydrogene-sans-carbone-grace-aux-eoliennes_39704280.html

IV - Thématique spécifiques à l'environnement du projet de Blancs Monts

Atteinte aux paysages et au cadre de vie	- Demande faite au porteur de projet un réexamen de la question de la densification, de l'encerclement et des effets cumulés du projet au regard de tous les projets en cours ou connus sur notre territoire.	Fret/2
	- Le développement éolien non maîtrisé entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains et dénature nos paysages	Préf/1
	- Saturation visuelle et paysagère. - Effet d'encerclement accentué par la taille des éoliennes.	

Réponse du Maître d'ouvrage

L'étude relative à la densification, à l'encerclement et aux effets cumulés est dépendante du contexte éolien, ce dernier est évalué dans un rayon de 20 km autour de la zone d'implantation.

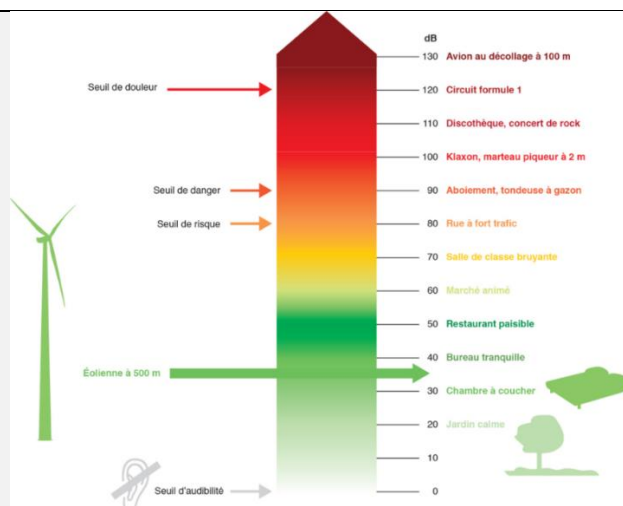
Le contexte éolien pris en compte dans le dossier respecte la réglementation en vigueur (code de l'environnement) et intègre les parcs construits, autorisés ou ayant reçu l'avis de l'autorité environnementale. Par ailleurs, dans un scénario maximisant, nous avons souhaité aller plus loin et avons pris en compte l'ensemble des parcs en instruction, même ceux n'ayant pas reçu l'avis de l'AE.

Dans sa demande de compléments, la DREAL a demandé d'ajuster la prise en compte de certains parcs. Cette demande a été respectée. Il n'apparaît donc pas nécessaire de revoir l'étude.

L'acoustique des sites éoliens est réglementée par l'arrêté ICPE du 26 août 2011, applicable, depuis le 1er janvier 2012, à l'ensemble des parcs français. Les textes fixent un seuil de niveau ambiant à 35 décibels (dB) dans les zones à émergences réglementées, ainsi que les valeurs maximums admissibles lorsque ce seuil est dépassé. Ces valeurs sont de 5 dB le jour et de 3 dB la nuit (de 22 h à 7 h du matin). Cela signifie que lorsque le niveau de bruit ambiant dépasse 35 dB, la différence entre le bruit résiduel et le bruit ambiant ne doit pas dépasser 5 dB supplémentaires la journée et 3 dB la nuit. Si le niveau de bruit ambiant est inférieur à 35 dB, la mesure ne s'applique pas.

L'étude acoustique veille à ce que cette réglementation soit respectée. Un suivi terrain, post implantation veillera à ce que les simulations de l'étude soient bien respectés. Si ce n'était pas le cas, la Préfète peut ordonner la mise à l'arrêt du parc, comme cela a récemment été le cas dans l'Orne.

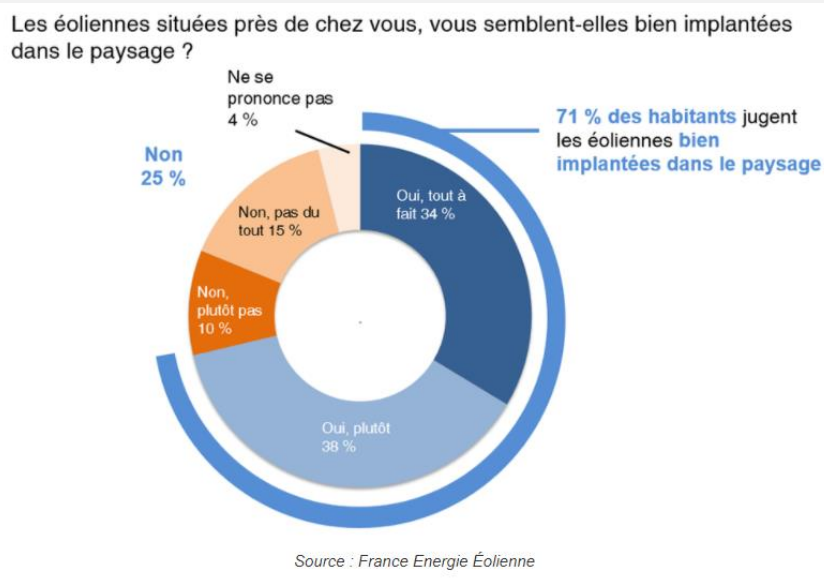
On notera que le bruit d'une éolienne à 500 mètres est inférieur à celui d'un bureau calme. A cette distance il est plus probable d'entendre le bruit des feuilles, du vent ou de la circulation routière que l'éolienne en elle-même.



Source : Observ'ER d'après Bruitparif

L'esthétique et l'intégration des éoliennes dans le paysage sont des questions subjectives qui divisent l'opinion. C'est pourquoi les professionnels font tout pour faciliter l'insertion paysagère de leurs machines. Par ailleurs, les parcs éoliens sont soumis à des réglementations strictes qui sont renforcées au fil des années.

En 2015, la fédération d'industriels France Énergie Éolienne (FEE) a commandé une consultation au cabinet d'études CSA auprès de riverains de parcs éoliens en France. L'échantillon a porté sur 508 personnes, représentatives de la population française, résidant dans une commune située à moins de 1 000 mètres d'un parc éolien.



Les sondés sont nombreux (71 %) à estimer les turbines bien intégrées au paysage et ont une bonne image de la filière éolienne. Les habitants reconnaissent un bénéfice environnemental à l'implantation du parc et un engagement de leur commune « dans la préservation de l'environnement ». En matière de nuisances sonores, 76 % des riverains n'entendent jamais les éoliennes ; seuls 7 % se disent gênés par le bruit des pales.

L'étude paysagère prend en compte tous les centres d'intérêts, culturels, touristiques, bourgs etc. et analyse les perceptions, enjeux et impacts potentiels. Au vu du nombre de parcs dans le département, un regard particulier est apporté aux effets de saturations visuelles notamment vis-à-vis de la perception des riverains. Le dossier comprend notamment une partie traitant des effets cumulés avec les autres parcs.

Il est par ailleurs proposé à l'initiative de la société, plusieurs mesures d'accompagnement visant à améliorer le cadre de vie des riverains, avec par exemple pour ceux qui ne souhaiteraient pas voir le parc depuis leur jardin, la possibilité de planter une haie arbustive pour en masquer une partie ou encore la participation à l'enfouissement des lignes électriques dans les centres bourgs ou l'aménagement des abords de l'église d'Aumâtre :

Réduire : des plantations dans les fonds de jardins	Mesures de réduction	Aumâtre Frettecuisse	5 000€ 10 000€
Enfouissement des lignes électriques	Mesures de compensation et d'accompagnement	Aumâtre Frettecuisse	80 000 €
Aménagement d'une parcelle privée	Mesures de compensation et d'accompagnement	Fresnoy-Andainville	8 200 €
Aménagement des abords de l'église d'Aumâtre	Mesures de compensation et d'accompagnement	Aumâtre	10 000 €

Impacts à l'environnement humain	- Le parc éolien provoquera une perte de valeur du patrimoine bâti de l'ordre de 20 % selon un agent immobilier. Il provoquera également une perte d'activité du territoire.	Fret/2
	- Impact négatif sur l'attractivité touristique (activités de Gîtes).	Préf/23
	- Perturbations liées à la réception des TV et des téléphones.	Aum/20

Réponse du Maître d'ouvrage

Le marché immobilier est complexe et diversifié, il est par conséquent difficile de faire d'un cas une généralité. Le prix de l'immobilier dépend d'une partie objective : transports, commerces, loisirs, services publics emplois etc. et d'une partie subjective. Plusieurs études ont analysé le marché immobilier près des parcs éoliens ont pas démontré l'absence d'impact sur la valeur des habitations à proximité des éoliennes.

Une étude menée dans l'Aude (Gonçalvès, CAUE, 2002) auprès de 33 agences concernées par la vente ou location d'immeubles à proximité d'un parc éolien rapporte que 55 % d'entre elles considèrent que l'impact est nul, 21 % que l'impact est positif et 24 % que l'impact est négatif. Dans la plupart des cas, il n'y a aucun effet sur le marché et le reste du temps, les effets négatifs s'équilibrent avec les effets positifs.

Une autre évaluation de l'impact de l'énergie éolienne sur les biens immobiliers dans le contexte régional Nord-Pas-de-Calais, menée par l'association Climat Energie Environnement, en 2010, financée par l'ADEME et la région Nord-Pas-de-Calais, permet de quantifier l'impact sur l'immobilier (évolution du nombre de permis de construire demandés et des transactions effectuées entre 1998 et 2007 sur 240 communes ayant une perception visuelle d'au moins un parc éolien). Il ressort de cette étude que les communes proches des éoliennes n'ont pas connu de baisse apparente du nombre de demandes de permis de construire en raison de la présence visuelle des éoliennes.

Le porteur de projet souhaite également mettre en lumière la future étude menée par l'ADEME initiée en 2019 et qui vise à évaluer l'impact d'un parc éolien sur le prix de l'immobilier. Cette étude permettra d'objectiver les analyses par rapport à cette problématique en apportant des chiffres récents sur la question.

Plusieurs études dans le monde et en France métropolitaine ont démontré l'absence d'impact des parcs éoliens sur le tourisme :

- Une enquête au Québec nommée « Impact des paysages éoliens sur l'expérience touristique » a révélé que la présence des éoliennes a peu d'impact sur le désir de fréquentation.
- L'article « Les parcs éoliens ont-ils une incidence sur le tourisme ? » rédigé par l'organisme « Réseau Veille Tourisme » conclut que rien ne laisse supposer que les parcs éoliens pourraient avoir des conséquences économiques néfastes sur le tourisme.
- Enfin, en France, un sondage réalisé dans le Languedoc-Roussillon par l'Institut CSA « Impact potentiel des éoliennes sur le tourisme en Languedoc-Roussillon » a montré que l'utilisation des éoliennes est jugée comme une bonne chose par 92% des touristes.

Tout exploitant de parc éolien a l'obligation de remédier aux dysfonctionnements qui pourraient survenir à la suite de l'implantation des éoliennes. Si une défaillance était constatée, un technicien serait missionné pour s'assurer de l'origine du dysfonctionnement, puis proposer une solution qui sera prise en charge par l'exploitant éolien. Il peut s'agir d'une simple réorientation de l'antenne de réception ou bien proposer un nouvel équipement (TV satellite par exemple). A noter que l'essor de la télévision numérique réduit les risques de brouillage, même s'il ne les élimine pas.

En effet, l'article L. 112-12 du code de la construction et de l'habitation prévoit que « *lorsque l'édification d'une construction est susceptible, en raison de sa situation, de sa structure ou de ses dimensions, d'apporter une gêne à la réception de la radiodiffusion ou de la télévision par les occupants des bâtiments situés dans le voisinage, le constructeur est tenu de faire réaliser à ses frais, sous le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, une installation de réception ou de réémission propre à assurer des conditions de réception satisfaisantes dans le voisinage de la construction projetée. Le propriétaire de ladite construction est tenu d'assurer, dans les mêmes conditions, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement de cette installation* ».

Nuisances sanitaires	- Un suivi acoustique après la mise en service du parc sera-t-il réellement réalisé ?	Fret/2
	- Quelles preuves sont apportées que les riverains ne subiront aucunes nuisances liées au bruit, à la lumière, aux infrasons, aux effets stroboscopiques et aux vibrations ? Aucune étude géologique n'a été fournie. - Effets néfastes des infrasons, des vibrations sur la santé humaine.	Préf/23

Réponse du Maître d'ouvrage

La réglementation impose un suivi acoustique après la mise en service du parc. Cette mesure fera l'objet d'une prescription dans l'arrêté préfectoral. Les résultats seront contrôlés par la DREAL qui se réserve le droit de modifier les conditions de fonctionnement du parc (bridage) ou de mettre à l'arrêt les machines le temps qu'une solution soit trouvée.

L'Académie Nationale de Médecine a déclaré dans son rapport du 3 mai 2017 qu'« aucune maladie ni infirmité ne semble pouvoir être imputée au fonctionnement des éoliennes ».

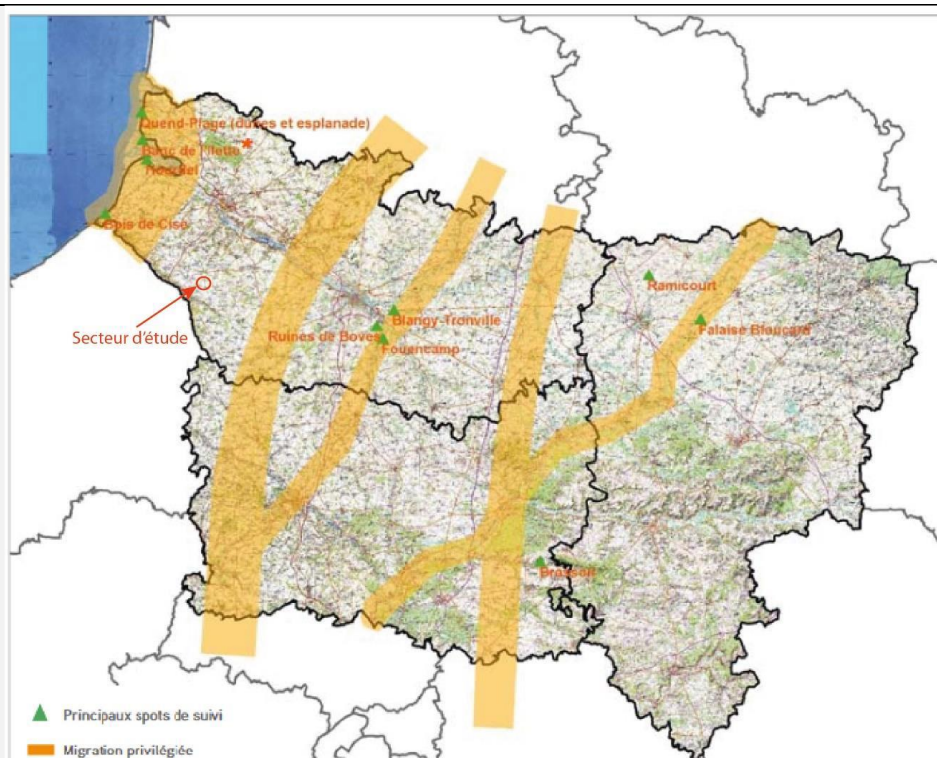
L'ANSES a également expliqué dans son rapport du 14 février 2017 qu'il « il n'existe pas de risque sanitaire pour les riverains spécifiquement liés à leur exposition à la part non audible des émissions sonores des éoliennes (infrasons) ».

Pour la question des effets stroboscopiques, la réglementation française prévoit que lorsqu'un aérogénérateur est implanté à moins de 250 mètres d'un bâtiment à usage de bureaux, l'exploitant doit réaliser une étude démontrant que l'ombre projetée de l'éolienne n'impacte pas plus de 30 heures par an et une demi-heure par jour le bâtiment. Les habitations les plus proches se situant à plus de 500 mètres, le parc éolien de Blancs Monts n'est pas concerné par ce dispositif.

On peut également noter que l'académie de médecine, dans son rapport « Le Retentissement du fonctionnement des éoliennes sur la santé de l'Homme » daté du 13 mars 2006 « *estime qu'il n'y a pas de risques avérés de stimulation visuelle stroboscopique par la rotation des pales des éoliennes* ». Dans ce même rapport, elle note que « *la crainte d'un effet épileptogène des éoliennes a été souvent évoquée. Cependant, si dans d'autres circonstances le rôle épileptogène d'une stimulation lumineuse répétitive est bien démontré, nous n'avons retrouvé dans la littérature aucune observation incriminant les éoliennes dans cette pathologie : cette crainte n'est étayée par aucun cas probant. Notons, de plus, qu'il faudrait que les globes oculaires du sujet soient exceptionnellement fixes, et pendant suffisamment longtemps, pour qu'ils puissent transmettre aux centres cérébraux les variations d'un faisceau lumineux aussi étroit et lointain que celui fourni par la rotation d'une éolienne.* »

Une étude des sols est présente dans le dossier d'étude d'impact, une étude plus approfondie sera menée pour dimensionner précisément les fondations au moment de la construction.

Impacts sur l'environnement naturel	- Demande faite au porteur de projet de réaliser une étude des conséquences spécifiques sur l'avifaune du bois Ducrocq par une autorité indépendante. Les impacts sur les chauves-souris sont minimisés et les oiseaux sont en danger.	Fret/2
	- Dégât majeur pour la faune : La Dame blanche, la chouette Effraie. Ce rapace nocturne protégé depuis 1902 ne figure pas dans les études d'impact, car il est revenu nicher pour la première fois dans une grange en 2020.	Fret/3
	- Les chasseurs ont constaté une baisse de passages d'oiseaux migrateurs depuis 2015, mise en place du parc de Saint-Maulvis.	Aum/8
Réponse du Maître d'ouvrage		
<p>L'étude écologique a été réalisée par Calidris, bureau d'études spécialisé, reconnu et indépendant. Cette dernière prend en compte les impacts sur l'avifaune et les chiroptères, notamment vis-à-vis des interactions avec le bois Ducrocq. Les services de l'Etat (DREAL et Préfecture) n'ont pas jugé ces impacts sous évalués.</p>		
<p>L'étude écologique est basée sur une partie bibliographique et une partie terrain. Pour la première, les site internet de la DREAL HDF et de l'INPN ont été consultés pour obtenir des informations sur les zonages du patrimoine naturel local ainsi que l'association locale Picardie Nature pour le recueil des données historiques.</p> <p>Concernant la partie terrain, des écologues sont venus à de multiples reprises aux différentes saisons, de jour comme de nuit pour recenser les espèces présentes et évaluer leur comportement sur site. Toutes les espèces recensées figurent dans l'étude écologique.</p> <p>Aucune trace de Chouette Effraie, ni sur le terrain ni dans la bibliographie locale n'a été relevée. Il est possible qu'un individu soit arrivé sur site après le dépôt du dossier en Préfecture, sa présence n'a par conséquent pas pu mettre en évidence.</p> <p>Enfin, il faut noter que la Chouette Effraie ne fait pas partie des espèces sensibles à l'implantation d'éoliennes d'après le guide de préconisation de la région Hauts de France.</p>		
<p>Pour le projet éolien de Blancs Monts une étude écologique prenant en compte la bibliographie de référence et une analyse terrain d'une durée égale à celle d'un cycle biologique complet a été réalisée afin de relever toutes les espèces susceptibles de se trouver autour du site.</p> <p>L'analyse bibliographique concernant l'avifaune migratrice nous indique que « <i>Les mouvements migratoires que l'on observe à l'automne et au printemps sont globalement orientés selon un axe nord-est / sud-ouest. L'ensemble du territoire picard est concerné par ses mouvements migratoires. Cependant, certaines zones, comme le littoral ou les vallées, sont susceptibles de concentrer les flux. La carte suivante présente l'état des connaissances actuelles sur les principales voies de migration connues dans l'ex-région Picardie. Cette dernière a été réalisée au dire d'experts et après compilation des informations des membres du comité technique de Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Picardie.</i> »</p>		



Carte 17 : Les principaux couloirs et spots migratoires connus en ex-Picardie (source : SRCAE Picardie 2020 – 2050 (2012))

D'après cette carte, le secteur étudié ne recoupe pas un couloir de migration principal identifié par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Picardie.

Globalement, Sur le site, **l'enjeu lié à la migration** apparaît globalement réduit et peut être **qualifié de faible** eu égard au caractère diffus de la migration et à la présence limitée quantitativement d'espèces à enjeux de conservation ou à sensibilité marquée à l'éolien.

Comme aucun élément attractif particulier permettant de concentrer les stationnements migratoires (plans d'eau, grandes roselières, thermiques importants) n'est présent sur le site d'étude et que le caractère de la migration est plutôt diffus, **les impacts du projet de parc éolien de Blancs-Monts en période de migration seront donc faibles pour les espèces non patrimoniales.**

Pour plus de détails sur ce point, nous vous renvoyons vers la partie 4.2.1. IMPACT PENDANT LA MIGRATION, page 300 du dossier 80_TQN_Blancs_Monts_04c_Volet_Faune_Flore_Habitat.

Impacts sur les sols, les eaux	<ul style="list-style-type: none"> - Problèmes de coulées de boues. - Quelles incidences sur le Bois Ducrocq ? 	Aum/20 Fret/06
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>Le risque lié aux coulées de boues est traité dans le Chapitre B partie 4.5 Risques naturels de l'étude d'impact (page 59) ainsi que dans le Chapitre F partie 2.5 de ce même document (page 310). Le bureau d'étude ATER auteur du document en question, conclut que le parc éolien de Blancs Monts n'aura aucun impact sur les risques naturels en général, incluant les coulées de boues, aussi bien en phase chantier qu'en phase d'exploitation.</p> <p>L'étude écologique démontre que les impacts écologiques liés à l'implantation du parc éolien seront non significatifs y compris vis-à-vis des interactions avec le Bois Ducrocq (paragraphes spécifiques page 323.)</p> <p>En effet, comme le montre l'analyse des impacts du projet de Blancs-Monts sur l'avifaune, il apparaît que la réalisation du parc éolien n'obérera pas la capacité des oiseaux à utiliser les différents habitats constituant la zone d'étude et ses abords (plaines céréalières, boisements, lisières). Les espèces contactées au sein du boisement Ducrocq et sur ses lisières sont principalement des passereaux dont le domaine vital est restreint et présentant une sensibilité faible vis-à-vis de l'éolien en phase d'exploitation. L'implantation étant localisée à plus de 200 mètres des lisières de ce boisement, l'impact sur la fonctionnalité du boisement pour ces espèces peut être considéré comme nul à faible.</p> <p>Concernant les mammifères, certaines espèces comme l'Ecureuil roux ne vont pas s'éloigner du boisement et ne vont donc pas être concernées par le parc éolien, situé à plus de 200 mètres des lisières. D'autres espèces, comme le Chevreuil européen, peuvent être amenées à traverser les cultures où sont localisées les éoliennes. Cependant, dans les zones ouvertes, milieux globalement homogènes, les mâts des machines seront facilement contournables par la faune, d'autant que l'emprise des machines est très réduite (quelques mètres). Ainsi les éoliennes n'auront aucun effet sur la fonctionnalité du boisement pour les mammifères.</p> <p>Concernant les chiroptères en particulier le contexte d'implantation et la distance des éoliennes au boisement (plus de 200 m), les place dans un contexte de moindre impact. Ainsi aucune altération de la fonctionnalité du bois pour les chiroptères n'est attendue.</p>		

Gestion des territoires	- Depuis une dizaine d'années, la région des Hauts-de-France est le terrain de multiples projets éoliens. Notre territoire en est maintenant saturé.	Fret/3
	- Pourquoi supporter en Hauts-de-France les nuisances liées à 25% du territoire ?	Préf/23
	La Somme représente 15% de la puissance éolienne avec près de 1000 mâts installés.	Préf/51

Réponse du Maître d'ouvrage

En effet la région des Hauts de France dispose du plus d'éoliennes installées, cela s'explique par l'abondance du vent, la présence de grandes plaines agricoles et l'absence de contrainte rédhibitoire.

Nous apportons donc dans ce contexte un regard particulier aux effets de saturations visuelles dans les bourgs alentours et vis-à-vis de la perception des riverains. Le dossier comprend notamment une partie traitant des effets cumulés avec les autres parcs. Pour atteindre les objectifs de la Programmation Pluriannuel de l'Energie (PPE) nous pensons que chaque région doit jouir de ses ressources naturelles, dans les Hauts De France la rentabilité et la pertinence des panneaux solaires sont encore challengées, là où celles de l'éolien ne sont plus à démontrer.

Conflit d'intérêt	- Toutes remarques relatives à une suspicion de conflit d'intérêt mettant en cause des élus des communes concernées. Note du commissaire enquêteur <i>Se rapporte au fait que plusieurs membres du conseil municipal d'Aumâtre sont propriétaires de terrains impliqués dans le projet, y compris le maire.</i>	Aum/3
	<i>Mme le maire de Frettecuisse est également visée dans la contribution Préf/59 (§ 8 – Des élus compromis).</i>	Préf/59
	- Accusations portées contre M. le maire d'Aumâtre et des conseillers municipaux, et Mme le maire de Frettecuisse. - Mise en cause de la validité de certaines délibérations auxquelles ces élus ont participé.	Préf/53

Réponse du Maître d'ouvrage

Pour éviter tout conflit d'intérêt sur les délibérations ayant un aspect juridique, il a été mentionné dans les extraits de registres de délibération des mairies que les personnes pouvant être intéressées :

« n'ont pas donné leur avis, pas pris part au débat ni à la délibération concernant le projet éolien. Le temps du débat et de la délibération, ces conseillers ont effectivement quitté la salle du Conseil Municipal. »

Nous pouvons donc infirmer toute suspicion.

Solutions alternatives	Madame le maire de Frettecuisse suggère le retrait de l'E2.	Fret/21
-------------------------------	---	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

Nous vous renvoyons à la réponse à la question particulière numéro 4.

V - Thèmes applicables à la gestion d'un parc éolien

Données techniques de fabrication et d'implantation des éoliennes	<ul style="list-style-type: none"> - Par qui sont fabriquées ces éoliennes, et ou ? - Comment parviennent-elles sur le site ? - Combien de tonnes de béton ? - Combien de camions ? - Combien de ferrailles ? 	Fret/2
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Les éoliennes seront construites par Siemens Gamesa (entreprise qui construit actuellement une usine de production d'éoliennes au Havre avec 750 emplois prévus).</p> <p>A ce jour, les principaux composants sont fabriqués en Espagne, au Portugal et en Chine. Le trajet jusqu'au site dépend ainsi du pays de départ.</p> <p>Il faut compter une dizaine de camions par éolienne. Pour le modèle qui est prévu (SG145), environ 545 m³ de béton et 51 tonnes de ferrailles seront utilisés.</p>		

Démantèlement des parcs éoliens	► Le volet réglementaire - Garanties financières : demande au porteur de projet de faire des devis par des tiers du coût du démantèlement complet. - Demande au porteur de projet d'apporter les preuves concrètes que l'argent nécessaire sera bien réservé pour démantèlement. Quelle instance financière en sera responsable ?	Fret/02
	► Le volet environnemental - En quelles matières sont tous les éléments utilisés ? - Sont-ils recyclables ? - Qu'en est-il des résines recouvrant les pales ?	Fret/02
	Que deviennent les éoliennes après leur démantèlement ?	Préf/61
	Quelles garanties ? Puisque la plupart des entreprises et sociétés d'éoliennes ont une durée de vie inférieure à celles de leurs machines.	Préf/63

Réponse du Maître d'ouvrage

L'obligation de procéder au démantèlement est définie à l'article L.515-46 du Code de l'Environnement, créé par Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 et modifié par l'Arrêté Préfectoral du 22 Juin 2020, qui précise que :

« L'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ou, en cas de défaillance, la société mère est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site, dès qu'il est mis fin à l'exploitation, quel que soit le motif de la cessation de l'activité. Dès le début de la production, puis au titre des exercices comptables suivants, l'exploitant ou la société propriétaire constitue les garanties financières nécessaires. »

Ainsi, le porteur de projet est responsable du démantèlement du parc. A ce titre, elle devra constituer les garanties financières nécessaires et prévoir les modalités de ce démantèlement et de remise en état du site conformément à la réglementation. Ces garanties sont de 50.000€ par éolienne de 2MW, auquel s'ajoute une partie variable de 10.000€ par MW supplémentaire. Ces montants ont notamment été ré-évalués suite au travail fourni par le MTES (Ministère de la Transition Energétique et Solidaire) sur la révision et l'actualisation des garanties financières des projets éoliens.

Voici les éléments tirés du paragraphe "8.3 Estimation des garanties" du dossier "80_TQN_Blancs_Monts_03_Presentation_demande" :

Le projet de Blancs Monts étant constitué de 6 éoliennes de 4,8MW, les garanties sont portées à 468.000€. Pour rappel ce montant est soumis à indexation suivant l'indice TP01. A la date de rédaction de la demande, le montant de la garantie financière est de :

$$\mathbf{M2020 = 6 \text{ éoliennes} \times (50\,000 + 10\,000 \times (4,8-2)) \times 1,0648 = 498\,326,4 \text{ €}}$$

Comme le précise l'article R.516-2 modifié par décret n°2015-1250 du 7 octobre 2015 du Code de l'Environnement :

« Les garanties financières exigées à l'article L. 516-1 résultent, au choix de l'exploitant :

- *De l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ;*
- *D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations ;*
- *D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ; ou*

- *De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du code de commerce. Dans ce cas, le garant doit lui-même être bénéficiaire d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance, d'une société de caution mutuelle ou d'un fonds de garantie mentionné au d ci-dessus, ou avoir procédé à une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. »*

La société a déjà, à plusieurs reprises, pris toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux sociétés exploitantes de fournir la garantie financière de démantèlement lors de la mise en service industrielles d'autres parcs éoliens.

Les matériaux utilisés pour les composants principaux sont :

- Du béton pour les fondations
- De l'acier pour le mât
- Composites type fibre de carbone pour la nacelle et les pâles
- Du cuivre pour les câbles
- Du caoutchouc pour les gaines de protection

Les parties métalliques comme le mat et le rotor constituent plus de 90 % du poids des aérogénérateurs et se recyclent sans problème dans les filières existantes. La valeur marchande de ces ferrailles font d'ailleurs souvent du démontage d'une éolienne une opération rentable. Le béton armé des fondations peut aussi être facilement valorisé : trié, concassé et déferpillé il est réutilisé sous la forme de granulats dans le secteur de la construction. Les câbles et composants électroniques sont eux aussi réutilisés.

Les pâles (environ 2% de la masse) font encore l'objet d'intenses recherches, en partenariat avec la filière aéronautique confrontée aux mêmes problématiques. Une des méthodes actuelles consiste à les valoriser en les utilisant comme combustible afin de produire de la chaleur, puis de récupérer les cendres pour fabriquer du ciment.

Pour plus de détails concernant le recyclage d'une éolienne nous vous invitons à consulter la réponse à la thématique « intérêt écologique de l'énergie éolienne » dans la partie II.

Concernant la remarque issue de la contribution Préf/63, rappelons ce qui est indiqué page précédente. Des garanties de démantèlement sont mises en place en cas de défaut de la société propriétaire du parc éolien.

L'article R.515-101 du Code de l'environnement prévoit que : « I. – La mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106. Le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant sont fixés par l'arrêté d'autorisation de l'installation ».

Étude de dangers	- Quelles conséquences en cas d'accident (foudre, glace) ou de pales qui se détachent comme à Nurlu et Priez.	Fret/2
	- Avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021.	Fret/24

Réponse du Maître d'ouvrage

Les éoliennes sont, par définition, des installations saillantes dans le l'environnement. Elles sont donc susceptibles d'attirer la foudre, comme toutes les structures proéminentes avec « effet de pointe » (bâtiment, grue, pylône, ...).

Pour se conformer aux normes européennes de sécurité, les constructeurs éoliens garantissent dès lors une protection contre les risques de foudre les plus fréquents. Un câble placé au bout des pales descend ainsi le long de la tour et assure une mise à la terre. Les développeurs éoliens ont ainsi l'obligation légale d'équiper les éoliennes d'un système de protection contre la foudre, comme l'explique l'étude de danger.

En cas d'orage, les règles de sécurité imposent malgré tout de s'éloigner de tout point culminant, même équipé d'un paratonnerre. Les techniciens qui assurent la maintenance des éoliennes ou des pylônes électriques, par exemples, doivent donc rapidement évacuer le site.

Durant les mois d'hiver, de la glace peut se former sur les pales et la nacelle des éoliennes entraînant un surpoids, un déséquilibre du rotor et des risques de projection. Un système de protection est donc fourni avec les éoliennes pour prévenir de ces dangers, conformément à l'article 25 de l'arrêté du 26 août 2011.

Le système de protection décrit dans l'étude de danger se base sur trois méthodes redondantes :

- Comparaison des mesures de vent par deux anémomètres sur la nacelle, l'un étant chauffé, l'autre non, associé à des paramètres climatiques additionnels.
- Analyse de données de fonctionnement de l'éolienne, le dépôt de givre modifiant le profil aérodynamique de la pale et impactant par conséquent la production de la machine
- Système de mesure des oscillations et des vibrations qui sont causées par la formation de glace sur les pales qui peuvent, en cas extrême, déclencher un arrêt d'urgence (intégré dans la chaîne de sécurité de l'éolienne).

La détection de glace génère une alarme sur le système de surveillance à distance de l'éolienne (SCADA) et informe l'exploitant de l'événement. Celui-ci stoppe l'éolienne et ne peut la redémarrer que sur place, après un contrôle visuel des pales et de la nacelle permettant d'évaluer l'importance de la formation de glace (redémarrage à distance impossible).

Il convient également de rappeler que, conformément à l'article 14 de l'arrêté du 26 août 2011, un panneau informant le public des risques de chute de glace sera installé sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur. Cette mesure permettra de réduire les risques pour les personnes potentiellement présentes sur le site lors des épisodes de grand froid.

Concernant l'avis du Conseil Départemental, nous vous renvoyons à la réponse à la question particulière numéro n°5.

VI - Les thématiques spécifiques au projet de Blancs Monts

Impacts sur le patrimoine culturel	- La commune d'Oisemont compte une tour classée aux monuments historiques. Question : De quel monument s'agit-il ?	Préf/31
	- Atteinte au patrimoine culturel. Contribution de M. de BLANCHARD. Note du commissaire enquêteur Le propriétaire du château de Rambures n'évoque pas le cas particulier de sa propriété, mais reste dans la généralité. Mémoire 5 déposé par M. de BLANCHARD sous Aum/118.	Préf/21
		Aum/118

Réponse du Maître d'ouvrage

Effectivement, comme indiqué page 124 et 125 de l'étude paysagère, une maison dont certains éléments sont inscrits au titre des monuments historiques est située 2 rue Sadi-Carnot à Oisemont.

Ce monument fait l'objet d'une analyse spécifique page 134 de cette même étude. Le bureau d'étude paysager précise que « *Les façades bâties entourant la construction empêcheront d'avoir des vues étendues en direction de la zone d'implantation. La sensibilité est nulle* ».

Sans pouvoir rappeler intégralement l'étude paysagère menée par le bureau d'étude ATER concernant l'intégration paysagère de ce projet il convient ici de reprendre trois points :

- 1- La conclusion de l'état initial (page 138) :

De la configuration boisée et vallonnée du territoire émergent des enjeux souvent nuls à faibles à l'échelle du grand paysage. En effet, les perceptions de longue portée ne sont envisageables que rarement et depuis la partie Nord-Est du territoire d'étude dominé par de vastes étendues d'openfields. Ces vues resteront minoritaires et le projet restera anecdotique à l'horizon lointain, effacé par la distance de plusieurs dizaines de kilomètres ou la présence intermédiaire d'un contexte éolien généreux. La couverture boisée caractérisant la partie Sud, Sud-Ouest de l'aire éloignée suffit systématiquement à interrompre l'étendue du regard sur le paysage lointain. Les secteurs à forts enjeux tels que la vallée de la Bresle, la Baie de Somme et de la vallée éponyme sont naturellement préservés par une topographie encaissée sans aucun lien visuel possible avec la zone d'implantation du projet. Enfin, sans que ceux-ci présentent une sensibilité forte du fait de la distance, l'église Saint-Vulfran et le beffroi d'Abbeville feront l'objet d'un photomontage afin d'établir si l'émergence de ces derniers conduit ou non à de potentielles perceptions.

Depuis l'aire d'étude rapprochée, les enjeux principaux concerneront le château de Selincourt, dont le jardin arrière est axé en direction du site d'étude. Installé sur une légère pente orientée vers Nord, il est possible de distinguer des parcs existants aux abords du projet de Blancs Monts depuis le jardin. Ce dernier point constitue le deuxième enjeu important à cette échelle, puisque la cohérence du futur parc avec ces homologues définira l'harmonie du motif et les effets perçus depuis les terrasses du Château de Selincourt. C'est avec les parcs construits d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins qu'il sera essentiel de créer une interaction intelligible.

A l'échelle de l'aire d'étude immédiate, les enjeux sont globalement forts et une vigilance soutenue devra être adoptée afin ne pas créer d'effet barrière pour les villages à proximité de la zone d'implantation du projet. Des cinq parties du site d'implantation, il sera préférable de ne retenir que celle positionnée au centre afin de

limiter l'étalement du projet et de créer un lien entre l'ensemble d'Arguel, du Catelet, des Deux Moulins et celui du parc en instruction de Moulin La Tour. Ces préconisations permettront également d'éviter les effets d'encerclement trop marqués, à la fois pour les bourgs mais également pour les éléments de patrimoine présents au sein de l'aire immédiate.

Recommandations paysagères :

- Cultiver le lien visuel avec les parcs construits d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins ;
- Prendre en compte les lignes de forces du paysage (Bois Ducrocq, vallées majeures, amplitudes du relief)
- Privilégier un scénario implanté sur une seule partie de la ZIP ;
- Positionner le projet en retrait visuellement vis-à-vis du patrimoine de l'aire d'étude immédiate (notamment depuis le parvis de l'église de Saint-Maulvis)
- Prendre en compte la perspective depuis le Château de Selincourt.

- 2 - La synthèse des effets du projet (page 543)

Le projet éolien de Blancs Monts s'inscrit dans un paysage semi ouvert, où les grandes étendues cultivées alternent avec les bandes boisées et les haies. Dans ce territoire de plateaux à la topographie parfois très marquée, qui se découvre au détour des lignes de crêtes, les vues sont très variables : tantôt importantes à l'échelle de l'aire d'étude immédiate, tantôt fermées aux détours des vallées ou des multiples massifs forestiers. Le motif éolien est déjà présent et permet un accueil harmonieux du futur projet dans son environnement.

Par son implantation, les gabarits envisagés et choix du site, le projet éolien évite de nombreux impacts, notamment en termes de saturation et de perceptions depuis les éléments patrimoniaux à proximité. Les impacts subsistants ont été réduits, à travers une approche d'aménagements à plusieurs échelles (Chapitre 5 de ce dossier).

Ainsi, le projet éolien de Blancs Monts offre une réponse adaptée aux enjeux et sensibilités du territoire

- 3 - Le bilan des impacts résiduels après prise en compte des mesures (page 557)

Pour rappel les mesures sont résumées page 556 :

Intitulé de la mesure	Catégories de mesures	Communes concernées	Montant estimatif de la mesure
Éviter et réduire : le choix d'implantation et du matériel	Mesure d'évitement Mesure de réduction	Aumâtre Frettecuisse	-
Réduire : intégration des éléments connexes au parc éolien	Mesure de réduction	Aumâtre Frettecuisse	-
Réduire : des plantations dans les fonds de jardins	Mesures de réduction	Aumâtre Frettecuisse	5 000€ 10 000€
Enfouissement des lignes électriques	Mesures de compensation et d'accompagnement	Aumâtre Frettecuisse	80 000 €
Aménagement d'une parcelle privée	Mesures de compensation et d'accompagnement	Fresnoy-Andainville	8 200 €
Aménagement des abords de l'église d'Aumâtre	Mesures de compensation et d'accompagnement	Aumâtre	10 000 €

Fig 181 : Tableau de synthèse des investissements proposés pour les différentes mesures

Les différentes mesures précédemment décrites permettent principalement d'éviter et/ou réduire les impacts visuels du projet éolien de Blancs Monts mais aussi d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Le choix de l'implantation du projet et du matériel relatif au fonctionnement du parc sont des mesures essentielles pour réduire l'impact du projet dans le paysage.

La campagne de plantation dans les jardins de riverains permettra de masquer en partie le futur parc depuis les parcelles privées. Cette mesure vise à réduire l'impact visuel du projet lorsqu'il existe. Le niveau d'impact résiduel tendra ainsi à diminuer l'impact de l'entrée Nord-Est d'Aumâtre et l'entrée Nord de Frettecuisse.

Les autres mesures visent à embellir les bourgs et à améliorer le cadre de vie des habitants à travers des aménagements paysagers de qualité et surtout via l'enfouissement des réseaux électriques. Les impacts résiduels sont modérés à faibles suite à la mise en œuvre des différentes mesures de compensation au sein des bourgs de Frettecuisse et d'Aumâtre.

Distance d'implantation des éoliennes	- Les éoliennes sont trop hautes et trop proches des routes (215 m). Sur quels éléments objectifs repose la dérogation qui a été accordée par le conseil départemental ? - Les éoliennes sont trop proches des habitations.	Fret/2
	- La distance minimale de 500 m peut être augmentée au cas par cas comme l'a déclaré la Ministre de la Transition écologique. > Voir ce sujet dans le paragraphe dédié aux questions à l'étude.	
Réponse du Maître d'ouvrage <p>La dérogation accordée par le conseil départemental pour se rapprocher des routes repose sur deux arguments principaux : le trafic sur les routes départementales concernées et l'absence de réglementation à ce sujet.</p> <p>La réglementation impose une distance minimale de 500 mètres entre une éolienne et une habitation, cette distance est respectée.</p> <p>Les éoliennes les plus proches des habitations ont été abaissées pour prendre en considération l'aspect visuel des riverains. Ainsi, 4 éoliennes mesurent 180m en bout de pale alors que les 2 autres se limitent à 162,5m.</p> <p>Nous vous renvoyons à la rubrique "Contexte réglementaire des projets éoliens" et la réponse à la question particulière n°3.</p>		

Étude de danger	- Le projet éolien est situé trop près de la route. - Le Conseil Départemental de la Somme a rendu un avis défavorable en évoquant ce thème (Mémoire 7).	Préf/44 Aum/126
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Ce sujet de la distance entre les éoliennes et les routes départementales a fait l'objet de discussions entre la société porteuse du projet et les services du conseil départemental. Ces discussions, par mail essentiellement, sont présentées dans le dossier <i>80_TQN_Blancs_Monts_07_Accords_et_Avis</i>.</p> <p>Sur la base des conclusions de l'étude de dangers et des connaissances de la direction de routes du conseil départemental, Monsieur le chef de service précise que « <i>Compte tenu des trafics sur les RD concernées et de la <u>réglementation actuelle qui ne précise aucune distance d'implantation par rapport aux voies de circulation</u>, je vous informe qu'il est possible d'implanter les éoliennes aux distances que vous avez précisées</i> »</p> <p>Pour plus de détail sur ce point, nous vous renvoyons vers la réponse à la question particulière n°5</p> <p>Plus globalement sur la réalisation de l'étude de dangers, la société souhaite rappeler qu'elle a été réalisée en parfaite conformité avec <u>le guide de l'étude de dangers de Mai 2012 élaboré par l'INERIS</u>.</p> <p>Cette étude conclue que : « <i>Les mesures de maîtrise des risques mises en place sur l'installation sont suffisantes pour garantir un risque acceptable pour chacun des phénomènes dangereux retenus dans l'étude détaillée.</i> »</p>		

VII - Thématiques applicables à des demandes individuelles

Demande individuelle	- Demandes présentées par M. François PERIMONY.	Fret/01 Fret/4 Fret/5 Fret/25
	- Doléances exprimées par M. DUBAL Alain, de Frettecuisse	Aum/14

Réponse du Maître d'ouvrage

M. PERIMONY a été rencontré durant la phase de développement du projet. Suite à sa remarque dans le cadre de l'enquête publique, nous avons pris soin de le rencontrer à nouveau pour répondre à ses interrogations.

Nous avons rencontré M. DUBAL à l'amorce du projet car sa parcelle se trouvait dans la zone potentielle d'implantation. Malgré son accord pour l'utilisation des parcelles dont il est propriétaire les résultats des études ont conduit à retenir l'implantation d'éoliennes sur d'autres parcelles.

Une éolienne ne peut pas être invisible depuis toutes les habitations en effet. Néanmoins, les logements les plus impactés se verront proposer une plantation d'arbres ou de haies.

Lors de l'étude acoustique, plusieurs capteurs de bruit (micros) ont été placés autour de la zone d'étude. Les données récoltées grâce à ces derniers ont ensuite permis d'affiner la variante d'implantation retenue et le plan de bridage associé. Une autorisation a préalablement été demandée à chacun avant de placer ces capteurs, comme ce fut le cas pour M. DUBAL. A noter que l'implantation de ce dispositif temporaire n'a fait l'objet d'aucune rémunération et se basait uniquement sur l'acceptabilité de la démarche de la part des riverains.

Enfin, des éléments de réponse quant à la chouette effraie sont apportés dans la rubrique « Impacts sur l'environnement naturel ».

Procédure de suivi après la mise en service du parc	- Demande de désignation d'un référent auprès de la population.	Fret/2
	Note du commissaire enquêteur <i>Cette proposition peut faire l'objet d'une recommandation.</i>	

Réponse du Maître d'ouvrage

Notre société développe actuellement le projet et s'occupera également du financement, de la construction, de l'exploitation et du démantèlement.

Nous sommes donc présents sur l'ensemble des phases des projets que nous développons. La communication entre le territoire, les élus et la société ne sera que renforcée avec la désignation d'un référent au sein de la population.

Nous sommes en accord avec cette proposition.

VIII - Contributions déposées sous forme de mémoire

Réponse globale demandée

Mémoire 1	Présentation du document de 23 pages : « Questions et remarques à propos de ce projet plein de contradictions et surtout de mensonges ». Le rédacteur reprend certains points du dossier et apporte au cas par cas, des remarques, des critiques et des interrogations.	Préf/10
------------------	---	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

D'après le SRCAE 2020-2050 Picardie, notre projet se situe sur une zone favorable sous conditions au développement éolien. Les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse sont d'ailleurs bien présentes dans la liste des communes concernées par une zone favorable. Ce schéma régional éolien est disponible via ce lien : <https://www.somme.gouv.fr/content/download/8693/48914/file/Synthese.pdf>

Bien que n'étant plus en vigueur à la date de rédaction du dossier de demande, le SRE ne peut être ignoré lors du développement d'un projet éolien, ce point fait donc l'objet d'une analyse approfondie au sein de l'étude d'impact (voir pages 34 et 35 du dossier 80_GWP_Blancs_Monts_04b_Etude_Impact).

Factuellement, le Schéma Régional Eolien indique que la stratégie du secteur Somme Sud-Est / Oise Ouest (où vient s'implanter le projet éolien de Blancs Monts) est de faire en sorte que « *les nouvelles éoliennes devront être implantées en cohérence avec les projets existants qu'elles viendront compléter (hauteur, rythme, type de machine, etc.)* ». L'enjeu est ici d'implanter un nouveau parc éolien de façon à densifier le pôle existant, et à le structurer.

Pour le sujet de la distance minimale aux habitations, nous vous renvoyons au paragraphe de ce document traitant de la thématique : « Contexte réglementaire des projets éoliens » et la réponse à la question particulière n°3.

Concernant le contexte éolien, Tous les parcs en fonctionnement, autorisés ou en cours d'instruction ont été pris en compte dans l'étude d'impact et ont contribué au choix de l'implantation finale, notamment à travers l'étude des effets cumulés.

Concernant les remarques vis-à-vis de l'immobilier, nous vous renvoyons à la rubrique traitant des « Impacts à l'environnement humain ».

Concernant les commentaires traitant de l'impact écologique, nous vous renvoyons au paragraphe « Impacts sur l'environnement naturel » et ajoutons à titre comparatif le graphique suivant :



Les éléments liés à la concertation menée autour du projet sont présentés dans la rubrique « Procédure de concertation ».

Le cas de l'attractivité touristique est évoqué dans le paragraphe « Impacts à l'environnement humain ».

La distance recommandée entre une éolienne et une route est une préconisation, aucune réglementation n'existe à ce sujet. La dérogation délivrée par le Conseil Départemental a permis de définir un scénario de moindre impact.

La CC2SO n'a actuellement voté aucune préconisation sur la distance aux habitations, il est donc impossible d'en tenir compte.

Mémoire 2	La contribution déposée par Mme le maire de Frettecuisse le 7 mai 2021.	Fret/21
Réponse du Maître d'ouvrage		
<p>Le Conseil Municipal de Frettecuisse a été amené à délibérer à plusieurs reprises dans le cadre du développement du projet. Premièrement, pour mener une étude de faisabilité sur son territoire, puis dans un second temps, pour autoriser Madame la Maire à signer une convention de voiries permettant à la société d'utiliser routes communales lors de la construction du parc éolien.</p> <p>Madame La Maire a signé cette convention de voiries le 17 Juillet 2019, la délibération lui donnant pouvoir y est annexée.</p> <p>A cette date, les résultats des études spécifiques étaient connus. L'implantation était définie et c'est sur cette base que la délibération pour l'utilisation des chemins ruraux et des voies communales a été demandée.</p> <p>Les éléments liés à la concertation menée autour du projet sont présentés dans la rubrique « Procédure de concertation ». La réunion d'information tenue en juin 2019 n'en est qu'une partie.</p> <p>Concernant les modalités du déroulement de l'enquête publique, nous vous renvoyons au paragraphe « Enquête publique ».</p> <p>Enfin, la question de l'éolienne E2 est traitée dans la question particulière numéro 4.</p>		

Mémoire 3	La contribution déposée le 7 mai 2021 par Mme VANMOORLEGEM Sabine.	Fret/24
<p>Réponse du Maître d'ouvrage</p> <p>La première contribution porte sur l'impact du projet éolien sur les chiroptères et fait référence au rapport de la SFEPM de décembre 2020.</p> <p>Cette note est une alerte de l'association concernant les éoliennes dite de « faible garde au sol » c'est-à-dire des éoliennes dont la distance entre le bas de pâles et le sol est inférieur à 30 mètres. Dans le projet de Blancs Monts, 4 éoliennes ont une garde au sol supérieure à 30 mètres, les 2 autres ayant une hauteur inférieure à cette valeur.</p> <p>Rappelons que cette note n'a pas de valeur réglementaire et traite de cette problématique à l'échelle nationale. Il convient de confirmer ou adapter les recommandations qu'elle contient par l'analyse de l'activité des chiroptères à l'échelle locale, c'est ce qui a été réalisé dans le cadre de l'étude écologique : <i>80_GWP_Blancs_Monts_04c_Volet_Faune_Flore_Habitat</i>.</p> <p>Ce volet contient une analyse bibliographique et les résultats d'inventaires terrains (au sol et en altitude, via la mise en place d'un micro à chauves-souris situé sur le mât de mesure). Suites aux recommandations des écologues, des mesures d'évitement et de réduction ont été appliquées, notamment à l'égard des chiroptères. Cela a permis d'aboutir à un projet final ne présentant aucun impact négatif notable sur les différentes espèces de chiroptères.</p> <p>Pour cela, comme recommandé par le <i>Guide de préconisation pour la prise en compte des enjeux chiroptérologiques et avifaunistiques dans les projets éoliens</i> réalisé par la DREAL Hauts de France, l'ensemble des éoliennes (y compris celle présentant une garde au sol de plus de 30 mètres) seront arrêtées 1 heure avant le coucher et jusqu'à 1 heure après le lever du soleil, entre le 1er mars et le 30 novembre, lorsque les conditions météorologiques présenteront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une température supérieure à 7°C ; - Un vent dont la vitesse, à hauteur de nacelle, est inférieure ou égale à 6 m/s ; - Une absence de pluie ou brouillard <p>La même note de la SFEPM confirme bien l'intérêt d'un tel plan de gestion du parc en faveur de l'activité chiroptérologiques (appelé bridage) comme le montre cet extrait de la page 2 : « <i>Des mesures techniques, comme le bridage des éoliennes lors des conditions favorables à l'activité des chauves-souris en hauteur ont apporté localement une baisse significative de la mortalité pour ces espèces (Arnett et al. 2016). Mais elles sont mises en place de façon partielle sur l'ensemble des parcs Français, dans des proportions méconnues</i> ».</p> <p>Les autres thématiques abordées dans ce mémoire, à savoir « perte de valeur du patrimoine immobilier » et les « risques de conflit d'intérêts » sont traités dans les parties précédentes de ce mémoire.</p>		

Mémoire 4	Contribution anonymisé de 6 pages et 7 annexes. - Page 5 : Remarques sur le prix de l'électricité.	Préf/52
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Comme mentionné dans ce courrier, aucun lien n'a été démontré entre éoliennes et problèmes de santé. Plus d'éléments à ce sujet sont disponibles dans le paragraphe « Nuisances sanitaires ».</p> <p>Concernant les remarques liées à l'impact écologique, nous vous invitons à consulter la rubrique « Intérêt écologique de l'énergie éolienne » et le volet écologique du dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>Les propos relatifs au bruit sont traités dans le paragraphe « Atteinte au paysage et au cadre de vie », nous vous invitons par ailleurs à consulter l'étude acoustique du dossier d'autorisation environnementale et notamment le plan de bridage prévu.</p> <p>La facture d'électricité inclut de plusieurs taxes permettant notamment la gestion et l'entretien du réseau. L'une d'elle, appelée la CSPE (Contribution au Service Public de l'Electricité), fixée à 0.0225 euros par kilowattheure consommé, concerne en partie l'éolien mais pas uniquement. En effet, elle permet de financer des charges de solidarité pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ZNI (zones non interconnectées) que sont la Corse et les DOM/TOM - Les personnes en situation de précarité énergétique - Les consommateurs d'énergies renouvelables <p>En d'autres termes, au travers de ce qu'on appelle la péréquation tarifaire, cette taxe permet à n'importe quel français de payer le même prix, peu importe sa localisation ou la manière dont l'électricité a été produite. L'éolien représente (en 2019) 17% de la CSPE, soit en moyenne un cout d'un euro par mois par chaque foyer.</p> <p>Pour les remarques vis-à-vis de l'immobilier, nous vous invitons à consulter la rubrique « Impacts à l'environnement humain ».</p>		

Mémoire 5	- Contribution de M.de BLANCHARD, Château de Rambures.	Aum/118
Réponse du Maître d'ouvrage <p>Pour ce qui est des modalités du déroulement de l'enquête publique, nous vous renvoyons à la rubrique « Enquête publique ».</p> <p>L'étude paysagère a été menée par un bureau d'études spécialisé afin de n'omettre aucun point sensible. La doctrine « ERC » visant à éviter, réduire, compenser a été mis en application pour ce projet afin de définir un scénario de moindre impact.</p> <p>Par ailleurs, en complément, des mesures d'accompagnement ont été proposées visant à améliorer le cadre de vie des riverains.</p> <p>Pour compléter nous vous renvoyons aux rubriques « Atteinte aux paysages et au cadre de vie » et « Impacts sur le patrimoine culturel ».</p>		

Mémoire 6	- Contribution de Mme de WAZIERS, vice-présidente du Conseil départemental de la Somme, maire de Lignières-en-Vimeu.	Aum/122
------------------	--	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

Le 1^{er} point est traité dans le paragraphe « Gestion des territoires ».

Quant au 2^{ème} point, la rubrique « Impacts à l'environnement humain » met en avant des études démontrant que l'éolien ne participe pas à la diminution de l'attractivité touristique.

Concernant le 3^{ème} point, il convient de rappeler que l'impact paysager vis-à-vis du Château de Rambures et l'Église d'Aumâtre ont été analysé spécifiquement dans le volet paysager. Notons qu'il est incorrect d'affirmer que « *l'implantation d'éoliennes sur la commune devrait être impossible puisque contraire aux directives en matière de préservation du patrimoine protégé* ». La réglementation prévoit simplement que l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) émette un avis sur le projet dans le cadre de l'instruction.

Les paragraphes « Atteinte au paysage et au cadre de vie » et « Nuisances sanitaires » apportent des éléments de réponse au 4^{ème} point.

Concernant le 5^{ème} point, nous vous renvoyons au paragraphe « Impacts sur l'environnement naturel ».

Pour le sujet de la consommation de terre agricole, la société indiquera simplement que l'emprise au sol du projet sera, en phase exploitation, de 5 306 m² pour les éoliennes de l'ensemble du parc, auquel s'ajouteront 3 006 m² de chemins à créer. C'est donc moins d'un hectare de terre agricole qui seront nécessaires à la production d'environ 65 000 MWh/an (électricité pour un peu plus de 10 000 foyers). Nous pouvons considérer que l'impact sur les terres agricoles est négligeable.

Concernant le 7^{ème} point, il convient de rappeler préalablement que le projet a été initié suite aux avis favorables des conseils municipaux d'Aumâtre et de Frettecuisse, communes d'implantation du projet. L'avis du Conseil Départemental, rendu lors de l'Enquête Publique, est donné à titre consultatif et vient s'opposer aux précédents avis rendus par les services voiries du même Conseil. Ce nouvel avis est donc en totale contradiction avec les réponses transmises préalablement et la délibération votée spécifiquement vis-à-vis du projet éolien de Blancs Monts durant son développement.

La décision finale concernant l'autorisation du projet reviendra à Madame la Préfète.

Enfin, le 8^{ème} point concerne les décisions de la Cour de Douai, indépendantes du projet de Blancs Monts.

Mémoire 7	Délibération du 12 avril 2021 du Conseil Départemental de la Somme.	Aum/126
------------------	---	---------

Réponse du Maître d'ouvrage

Contrairement à ce qui est inscrit dans cet avis, le Conseil Départemental a été saisi et a répondu à 4 reprises concernant l'implantation de ce projet et spécifiquement sur la question des accès et de la sécurité. Cette sollicitation a été portée à l'initiative du porteur de projet (anciennement Global Wind Power).

Dans le mail du 12 Juillet 2021, notre interlocuteur, Chef de service au Conseil Départemental à la Direction des routes, indique « Compte tenu des trafics sur les RD concernées et de la réglementation actuelle qui ne précise aucune distance d'implantation par rapport aux voies de circulation, je vous informe qu'il est possible d'implanter les éoliennes aux distances que vous avez précisées ».

Par ailleurs, le Conseil Départemental a pris un arrêté départemental en date du 30 Juillet 2019 sous la référence de dossier 20190724_GRDF_PV2019 361 037 spécifique au projet éolien de Blancs Monts donnant droit à une permission de voirie portant sur l'occupation du domaine public routier.

Ce nouvel avis est donc en totale contradiction avec la position et les réponses préalables du Conseil Départemental.

Pour compléter ces éléments, nous vous invitons à consulter la réponse à la question particulière n°5, où les preuves d'échanges de mails sont notamment visualisables.

Mémoire 8	BOURGOIS Colette. Présidente de l'association Fresneville Liger.	Préf/59
Réponse du Maître d'ouvrage		
<p>La remarque liée à la saturation du secteur, est traitée dans la rubrique « Gestion des territoires ». Tous les parcs en fonctionnement, autorisés ou en cours d'instruction ont été pris en compte dans l'étude d'impact et ont contribué au choix de l'implantation finale. Les projets non pris en considération l'ont été sous demande de la DREAL.</p> <p>Concernant l'aspect écologique et plus spécifiquement vis-à-vis de l'avifaune et des chiroptères, le volet écologique de l'étude d'impact conclut que : « Dans ces conditions, le projet de parc éolien de Blancs-Monts présente un risque environnemental résiduel faible et maîtrisé, dont on doit constater que les effets négatifs sont « évités ou suffisamment réduits » suivant les termes de l'article R-122.5 du Code de l'environnement ».</p> <p>Une réponse plus complète et détaillée est apportée dans les rubriques « Impacts sur l'environnement naturel » et « Impacts sur les sols, les eaux », notamment vis-à-vis des interactions avec le Bois Ducrocq.</p> <p>Le sujet paysager est traité dans les rubriques « Impacts sur le patrimoine culturel » et « Atteinte aux paysages et au cadre de vie ». Les photomontages ont été réalisés grâce au logiciel spécialisé « Resoft Windarm r4.2 ». Ils respectent les préconisations et la méthodologie du « Guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs éolien ». Cette méthodologie est explicitée p244 du volet paysager.</p> <p>Les remarques liées à l'évaluation des dangers sont traitées dans la rubrique : « Etude de Danger » et dans le dossier d'Etude de Danger. Cette étude conclue que : « <i>Les mesures de maîtrise des risques mises en place sur l'installation sont suffisantes pour garantir un risque acceptable pour chacun des phénomènes dangereux retenus dans l'étude détaillée.</i> »</p> <p>Il convient par ailleurs de rappeler, contrairement à ce qui est énoncé, que les éoliennes ne contiennent pas de « gaz hautement toxiques » et que les pâles ne dispersent pas de « gouttelettes de poison » aux alentours.</p> <p>La remarque sur « l'impact sur la santé humaine » est traité dans les rubriques « Atteinte au paysage et au cadre de vie » et « Nuisances sanitaires ».</p>		

La remarque liée à la dévalorisation du patrimoine est traitée dans le paragraphe « Impacts à l'environnement humain ».

La remarque sur les conflits d'intérêts est traitée dans la rubrique « Conflit d'intérêt ».

Mémoire 9	Documents transmis par le Cabinet d'avocats de Montpellier.	Préf/67 à Préf/71
Réponse du Maître d'ouvrage		
<p>Ce mémoire traite de trois sujets :</p>		
<p>1. Phénomènes de saturation et d'encerclement</p>		
<p>Sur ce point, une réponse complète est apportée dans la partie « Atteinte aux paysages et au cadre de vie » de ce présent mémoire.</p>		
<p>Dans cette même partie, le sujet de la « densité » de parcs éoliens dans la région Hauts de France est également évoqué, il convient pour ce sujet de se référer à la partie « intérêt énergétique des éoliennes » et à la réponse à la question particulière n°7 dans la partie 10 de ce rapport.</p>		
<p>2. Défaut de sincérité du dossier soumis à appréciation du public</p>		
<p>Cette partie traite de la non prise en compte dans l'étude d'impact de trois projets éoliens situés au sein des aires d'études immédiate et rapprochée.</p>		
<p>Les parcs éoliens des Havettes et des Mottes sont deux de ces trois parcs, ce point fait l'objet de la réponse à la question particulière n°10 dans la partie 10 de ce rapport. Pour rappel, conformément à la demande des services instructeurs, ces deux parcs éoliens n'ont pas été pris en compte dans l'étude d'impact car ils faisaient, à la date du dépôt des compléments, l'objet d'arrêtés de refus.</p>		
<p>Pour le cas du projet éolien de Citerne, dont l'éolienne la plus proche est à 4,4 km du projet éolien de Blancs Monts, il apparaît comme refusé sur le site cartographique de la DREAL Hauts de France, comme indiqué sur ce lien : https://www.somme.gouv.fr/content/download/28792/182581/file/19-046-L_Eolien_terrestre_Somme.pdf ou ce lien http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/943/eolien.map.</p>		
<p>C'est à partir de ces données que le contexte éolien autour du projet de Blancs Monts a été défini dans le dossier d'étude d'impacts. L'autorisation de ce parc éolien a effectivement été prolongée tacitement le 20 septembre 2019.</p>		
<p>Une demande express sera faite aux services instructeurs et plus spécifiquement à l'inspecteur ICPE en charge de l'instruction du projet de Blancs Monts afin de confirmer que le projet éolien de Citerne fait l'objet d'une autorisation environnementale. Si tel était le cas, le demandeur se tient à la disposition des services pour régulariser le dossier et/ou fournir des éléments complémentaires permettant d'étudier le parc éolien de Blancs Monts dans un contexte éolien différent de celui présenté.</p>		
<p>Notons que ce projet distant de 4,4 km ne remet pas en cause la lecture globale du projet de Blancs Monts.</p>		
<p>3. Impacts sur les chiroptères et l'avifaune</p>		

Pour la dernière partie de ce mémoire, il convient de se référer à la partie « impacts sur l'environnement naturel ».

Rappelons également que contrairement à ce qui peut être affirmé dans cette contribution, le projet éolien de Blancs Monts a bien été défini dans la logique de la démarche « ERC ». Cette démarche est clairement explicitée page 328 du volet Faune Flore : 80_TQN_Blancs_Monts_04c_Volet_Faune_Flore_Habitat.

L'ensemble des mesures en lien avec la faune et la flore est repris dans le tableau ci-dessous :

Phase du projet	Code de la mesure	Intitulé de la mesure	Groupes ou espèces justifiant la mesure	Type de mesure
Conception	ME-1	Prise en compte des enjeux environnementaux dans la localisation des implantations et chemins d'accès	Tous les taxons	Évitement
Travaux	ME-2	Adaptation de la période des travaux sur l'année	Avifaune	Évitement
Travaux	ME-3	Coordinateur environnemental de travaux	Tous les taxons	Évitement
Exploitation	ME-4	Éviter d'attirer la faune vers les éoliennes	Faune	Évitement
Démantèlement	ME-5	Remise en état du site	Tous les taxons	Évitement
Travaux	MR-1	Récupération et transfert d'une partie du milieu naturel	Habitats	Réduction
Exploitation	MR-2	Éclairage nocturne du parc compatible avec les chiroptères	Chiroptères	Réduction
Exploitation	MR-3	Bridage des éoliennes	Chiroptères	Réduction

IX - Délibérations versées à l'enquête en concordance de temps avec les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021

Servitudes et autorisation d'utiliser des voies de la commune	- Délibération du Conseil municipal d'Aumâtre du 28 février 2021. Projet de promesse de constitution de servitudes (domaine privé). Projet d'autorisation d'utilisation des voies de la commune (Domaine public). Note du commissaire enquêteur <i>L'objet de la délibération n'entre pas dans le cadre de ce qui demandé par l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2021, à savoir : Demander aux collectivités d'émettre un avis sur l'objet de l'enquête publique.</i>	Aum/2
Avis défavorable	Délibération du Conseil municipal de Frettecuisse du 17 mars 2021.	Fret/21
Avis défavorable	Délibération du Conseil municipal de Cannessières du 08 avril 2021	Fret/24
Avis défavorable	Délibération du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021.	Aum/126

01 | Le cas du parc éolien Les Havettes- Les Mottes

La Cour d'Appel Administrative de Douai a annulé le 26 janvier 2021 l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 de refus d'autorisation de ce parc, et sous réserve des décisions à venir (Recours devant le Conseil d'État...).

Considérant que le projet a été réintégré dans la cartographie GEO IDE :

Question :

Sachant que la DREAL a demandé à ce que le projet soit retiré de l'étude d'impact en raison de la précédente décision de refus.

→ Le porteur de projet peut-il fournir un courrier de la DREAL faisant état du rappel de cette prescription ?

Quelles sont les conséquences directes sur la densification éolienne notamment sur le secteur d'Oisemont ?

Les études et analyses figurant au dossier ne sont-elles pas désormais caduques ?

La fiabilité de l'étude d'encerclement n'est-elle pas remise en question ?

Sur le plan légal, les opposants ne seraient-ils pas en droit d'évoquer la nullité du dossier d'impact ?

→ En d'autres termes, la recevabilité du dossier par la DREAL le 1^{er} février 2021 est-elle suffisante pour justifier à ce jour que le débat est clos concernant cette modification substantielle intervenue dans le cadre paysager de l'étude d'impact ?

Réponse du Maître d'ouvrage

Dans le dépôt initial du projet, les parcs « Les Mottes » et « Les Havettes », en instruction à cette période ont été pris en compte dans l'étude d'impact et notamment dans la partie traitant des effets cumulés.

Le 19 Juillet 2019, le Préfet a émis un arrêté de refus concernant ces 2 parcs.

Dans la demande de compléments, adressée le 6 Mars 2020, la DREAL a demandé au porteur de projet de ne pas prendre en compte ces 2 parcs (cf. courrier en Annexe 1) considérant qu'ils étaient refusés. Total Quadran a suivi cette recommandation dans la version consolidée du dossier, déposée en Novembre 2020.

Voici un extrait du courrier de la DREAL :

Point n°12 : Au niveau de la qualification des impacts, les commentaires des photomontages évoquent un parc en continuité des parcs Havettes et Mottes, et donc des impacts globalement moindres. L'étude doit être reprise sans ces parcs, et les impacts ré-évalués en estimant que le parc des Blancs Monts s'insère dans un nouvel espace, vierge d'éoliennes actuellement. C'est dans la partie des effets cumulés que peuvent apparaître les projets en instruction. **Il est donc demandé d'enlever les parcs Havettes / Mottes et Crupes des photomontages et de mettre à jour l'ensemble de l'étude en conséquence et la qualification des impacts.** Le service instructeur sera très vigilant à la bonne qualification des impacts.

Si la Cour d'Appel Administrative de Douai a annulé le 26 janvier 2021 l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 de refus d'autorisation de ces parcs, la Préfecture n'a pas pour autant repris d'arrêté préfectoral autorisant le projet. Information confirmée par Ostwind, société à l'initiative du développement des Mottes et des Havettes. La procédure juridique est aujourd'hui portée au Conseil d'Etat qui n'a pas encore rendu de jugement. D'après les informations que nous avons pu avoir, ces 2 projets ne sont donc toujours pas, réglementairement autorisés. Ainsi, la décision finale sur l'issue de ces 2 projets n'est toujours pas connue.

Si ces projets étaient finalement amenés à être autorisés, le secteur se densifierait. Les parcs des Mottes et des Havettes étant situés entre Oisemont et le projet de Blancs Monts, cela ne viendrait pas pour autant augmenter l’emprise visuelle depuis Oisemont.

A titre d’illustration, trois photomontages prenant en compte ces deux parcs éoliens sont présentés en annexe 2 de ce mémoire. Il s’agit de photomontages issus du dossier initial (avant demande de compléments) depuis :

- Le château de Selincourt
- La sortie de Fontaine le Sec
- La Sortie Nord Frettecuisse

Nous avons pu échanger avec les services de la DREAL sur ce point. Il nous a été confirmé par mail que : *En effet, d'une part, l'étude d'impact ne doit prendre en compte [note WP France 20 : au moment du dépôt] que les parcs autorisés ou les parcs en cours d'instruction ayant bénéficié d'un avis de l'AE. D'autre part, la décision de la CAA pour ces parcs est intervenue après la recevabilité de votre dossier.*

La validité de l’étude d’impact et du dossier dans son ensemble ne peut donc être jugée caduque car elle respecte la réglementation en vigueur article 4 122-5 II e 5° du code de l’environnement.

02	<p>Concernant la prise en compte des parcs éoliens construits, autorisés et en instruction ayant reçu un avis de l’autorité environnementale. TOTAL Quadran précise que pour cette étude, il a pris en compte les projets sans l’avis de l’Autorité environnementale dans un souci d’anticipation de possibles avis à venir.</p> <p><u>Question</u> : De quels parcs s’agit-il ?</p>
----	--

Réponse du Maître d’ouvrage

Pour la réalisation de l’étude paysagère (mais également pour les autres études du dossier de demande) le pétitionnaire a pris en compte les parcs construits, autorisés mais également tous les projets en instruction.

Dans ces parcs en instruction, certains avaient déjà reçu un avis de l’Autorité Environnementale au moment du dépôt de la demande du projet de Blancs Monts (novembre 2019). D’autres ne l’avaient pas encore reçu, il s’agit des sept parcs suivants :

- Parc éolien Moulin de la Tour - Forceville-en-Vimeu et Fontaine-le-Sec – Numéroté 4 dans le contexte éolien – Avis AE obtenu le 6 octobre 2020
- Parc éolien du Val d’Aumont – Hornoy le Bourg et Aumont – Numéroté 10 dans le contexte éolien
- Parc éolien Quesnoy Sur Airaines (extension) - Quesnoy sur Airaines – Numéroté 16 dans le contexte éolien
- Parc éolien de Soues Est – Soues – Numéroté 43 dans le contexte éolien
- Parc éolien Fosse Descroix – Romescamps, Gourchelles et Fouilloy – numéroté 57 dans le contexte éolien - Avis AE obtenu le 2 novembre 2020
- Parc éolien de la Grande Campagne (Nom différent dans le contexte éolien) - Ville-le-Marclet - Numéroté 71 dans le contexte éolien - Avis AE obtenu le 15 décembre 2020
- Parc éolien le Cornoulier - Noyers-Saint-Martin et Thieux - Numéroté 81 dans le contexte éolien. Avis AE obtenu le 7 Juillet 2020

03 Le nouvel arrêté ministériel du 22 juin 2020

L'article 3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 prévoyait une distance réglementaire minimale de 500 m par rapport aux habitations.

Le nouvel arrêté du 22 juin 2020 maintient cette distance (calcul effectué depuis la base du mât et non pas de l'extrémité du rotor)...

Pour un rotor de 145 m, cela donne 500 m – le rayon de 70 m = 430 mètres !

Ce qui suscite l'incompréhension du public lorsque l'on sait que la hauteur des éoliennes a doublé en 10 ans !

Question : Savez-vous pour quelle raison le calcul de la distance réglementaire commence à partir de la base du mât, et non pas de l'extrémité des pales ?

Question :

Cette distance est-elle réglementairement figée ou peut-elle être modulée au cas par cas par le Préfet comme l'a suggéré la Ministre de la Transition écologique lors du débat du 14 janvier 2021 concernant la Loi de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE).

Remarque : Cette information se répand dans l'opinion publique.

Il semble qu'elle soit extraite d'un débat à l'assemblée nationale en date du 03 décembre 2020...

L'augmentation des distances serait donc laissée à l'appréciation des préfets, au cas par cas.

Question : Si cela est exact, à quel moment un préfet peut-il décider d'augmenter cette distance ? Pendant la phase d'examen du projet, ou après l'enquête publique, dans le cadre de l'arrêté d'autorisation ?

Commentaire : Ce dernier cas semble néanmoins peu probable car il remettrait alors en question la zone d'implantation du projet et sa cohérence.

Réponse du Maître d'ouvrage

Selon la FEE, sur les 10 dernières années, les éoliennes ont grandi de 17% en taille pour une augmentation de 200% en capacité de production. (<https://fee.asso.fr/eolien-terrestre/>)



Les éoliennes terrestres relevant du régime de l'autorisation environnementale sont dispensées de permis de construire conformément à l'article R. 425-29-2 du code de l'urbanisme qui prévoit que : « Lorsqu'un projet d'installation d'éoliennes terrestres est soumis à autorisation environnementale en application du

chapitre unique du titre VIII du livre Ier du code de l'environnement, cette autorisation dispense du permis de construire ». Elles doivent cependant être conformes aux règles de fond s'y rapportant, conformément à l'article R 181- 15-2, 12° a) du code de l'environnement.

Les éoliennes ne peuvent pas être considérées comme des bâtiments, mais des installations par opposition à la notion de construction réglementée aux articles R 151-27 et R 151-28 du code de l'urbanisme. A contrario, les locaux techniques au sol sont des constructions.

Aussi, à cet égard, elles ne sont pas soumises à l'article R 420-1 du code de l'urbanisme selon lequel « l'emprise au sol au sens du présent livre est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus ».

Aussi, rien n'oblige à ce jour de justifier de la compatibilité du surplomb de l'éolienne avec le zonage sur lequel s'exerce ce surplomb. C'est pourquoi la distance réglementaire se calcule depuis le pied de machine.

Cette distance réglementaire d'éloignement entre les installations et les constructions à usage d'habitation, les immeubles habités et les zones destinées à l'habitation définies dans les documents d'urbanisme en vigueur, est fixée à 500m selon l'article L553-1 du code de l'environnement.

Le Préfet n'a pas la possibilité de moduler réglementairement cette distance mais peut en revanche refuser une éolienne s'il considère que cette dernière est trop impactante. Moduler cette distance au cas par cas reviendrait à contourner la loi et interviendrait temporellement après étude complète du dossier, soit après la définition de la zone d'étude et de l'implantation fixée par le porteur de projet.

04 L'hypothèse d'un retrait partiel d'une ou plusieurs éoliennes du projet

Dans la contribution Fret/21 du 07 mai 2021, Mme FACQUET, maire de Frettecuisse suggère le retrait de l'E2.

Est-il possible d'envisager le retrait d'une ou plusieurs éoliennes, en priorité la E2, et éventuellement la E3 ?

Pour deux raisons majeures :

- Atténuer l'effet d'encerclement paysager à hauteur de Frettecuisse.
- Réduire l'impact sur la zone d'enjeux faunistiques et chiroptérologiques du Bois Ducroq.

Réponse du Maître d'ouvrage

D'un strict point de vue économique, il est envisageable de retirer une éolienne, voire deux éoliennes.

Dans le scénario avec un retrait de deux éoliennes alors, le montant d'investissement global de ce projet passerait d'environ 27 millions d'euros à un peu plus 18,5 millions d'euros, soit une baisse de 31%.

Dans le même temps le chiffre d'affaire annuel (revenu lié à la vente d'électricité) serait réduit de 33 % pour atteindre 2,4 millions d'euros.

Du fait de l'importante ressource en vent de la zone et de l'utilisation d'éoliennes de nouvelle génération très performante, un projet de 4 éoliennes reste donc pertinent.

Il convient alors d'étudier l'intérêt du retrait d'une ou plusieurs éoliennes.

Le retrait de l'éolien E2 seul ne modifierait pas l'emprise visuelle du parc. Cependant cette éolienne étant celle la moins éloignée du bourg de Frettecuisse, cette possibilité pourrait permettre une légère diminution de l'impact.

Cette solution a été évoquée avec le conseil municipal, c'est une solution que la société est prête à mettre en œuvre et cela même si l'éolienne E2 ne présente pas un impact (tant paysager, qu'écologique) sensiblement différent des autres éoliennes du projet.

La possibilité du retrait de l'éolienne E3 n'a en revanche jamais été évoquée. Pour conclure sur cette hypothèse il conviendrait d'analyser le sujet plus en détail. Ce qui pourra être fait en parallèle de la fin de l'instruction du dossier.

Si pour des raisons d'acceptabilité locales, Monsieur le commissaire enquêteur recommandait le retrait de deux éoliennes, alors nous pensons plus judicieux d'étudier le retrait de E1 et E2. L'angle d'occupation visuelle depuis Aumâtre, Frettecuisse et Fresnoy-Andainville serait alors réduit de manière significative. A noté que ce sont les deux éoliennes les plus proches des habitations.

Néanmoins, comme le montrent les résultats des études, le parc éolien de Blancs Monts dans sa configuration actuelle ne présente pas d'impacts notables sur l'environnement. La conclusion de l'étude d'impact (page 533 du document *80_TQN_Blancs_Monts_04b_Etude_Impacts_compressed_part2* indique que :

Les impacts du projet ont été identifiés au travers de cette étude et des mesures d'évitement et de réduction ont été proposées lorsque cela s'avérait utile afin de réduire les impacts. Des mesures de compensation, d'accompagnement et de suivi seront également mises en place afin de s'assurer de la bonne intégration du parc éolien.

Concernant les études d'expertises, l'étude écologique a montré que les impacts du projet sur la faune et la flore sont globalement faibles, limités dans le temps et maîtrisables par la mise en œuvre de mesures simples (dont l'efficacité est aujourd'hui reconnue). [...] L'étude acoustique a montré que le projet respectera la réglementation française sur les bruits de voisinage.

L'étude paysagère a quant à elle montré que le projet éolien de Blancs Monts offre une réponse adaptée aux enjeux et sensibilités du territoire. [...] Par son implantation, les gabarits envisagés et choix du site, le projet éolien évite de nombreux impacts, notamment en termes de saturation et de perceptions depuis les éléments patrimoniaux à proximité.

En conclusion, d'un strict point de vue de la définition des impacts, ce projet éolien tel que conçu à ce jour ne nécessite pas de modification. Cependant, le pétitionnaire est disposé à modifier son projet afin d'en réduire encore les impacts et d'améliorer son acceptabilité.

05

L'avis défavorable du Conseil Départemental de la Somme du 12 avril 2021

Le 12 avril 2021, le Conseil Départemental de la Somme a émis un avis défavorable au projet en invoquant des manquements à la sécurité par rapport aux risques encourus en cas de détachement d'une partie des éoliennes 2, 5 et 6 sur les routes départementales. De plus, le Département demande que soient étudiés d'autres accès pour les éoliennes 3 et 6.

Réponse du Maître d'ouvrage

Contrairement à ce qui est inscrit dans cette délibération, le Conseil Départemental a été saisi et a répondu à 4 reprises concernant l'implantation de ce projet et spécifiquement sur la question des accès et de la sécurité. Cette sollicitation a été portée à l'initiative du porteur de projet (anciennement Global Wind Power).

Réponse du 19/02/2018 : P.B : Responsable de l'agence routière Ouest (avec en copie C.G, P.D et A.M)

projet éolien "Blancs Monts" situé sur les communes d'Aumâtre et de Frettecuisse

BOCQUET Pascal <p.bocquet@somme.fr>
À : Camille Courtty
Cc : GRANDIN Christophe; DELOBEL Pascal; MACHU Alain

A faire
eolien_aumatre.pdf
pdf Fichier

Bonjour,

Comme suite à votre correspondance en date du 8/2/2018, voici les éléments relatifs aux routes départementales transitant à l'intérieur des territoires communaux de Aumâtre et de Frettecuisse :

- RD29 / RD de classe 2 / trafic MJA de 962 véh/j dont 6 % de PL
- RD29b / RD de classe 3 / trafic MJA considéré à moins de 500 véh/j

Aucune de ces RD n'est classée "route à grande circulation".

Au niveau de ces RD, une distance minimale de sécurité entre l'axe vertical de l'éolienne et la limite du domaine public départemental correspondant à $1,5 \times (H + L / 2)$ avec H = hauteur du mât et L = longueur des pales devra être respectée.

Les accès aux champs éoliens depuis une RD doivent faire l'objet d'une demande préalable de permission de voirie auprès mes services (agence routière Ouest 122, boulevard Vauban 80144 Abbeville cédex), il en sera de même pour tous les travaux relatifs au passage des réseaux.

Cordialement

signé le responsable de l'agence routière Ouest

Réponse du 21/02/2018 : A.M : Conseil départemental de la Somme, Direction du Développement des Infrastructures - Service Etudes Générales et prospective (avec en copie C.D, P.D et P.B)

Réponse du 12/07/2019 : A.M : Chef de Service, Conseil Départemental de la Somme, Direction des Routes - Service Etudes Générales et préalables (avec en copie, D.G)

Re: Demande d'autorisation de voirie projet éolien de Blancs Monts dans la Somme (80)

MACHU Alain <a.machu@somme.fr>
À : Bruno Boulonne
Cc : GRANDIN Christophe

Nous n'avons pas pu vérifier l'identité de l'expéditeur. Cliquez ici pour en savoir plus.

Monsieur Boulonne,

Compte tenu des trafics sur les RD concernées et de la réglementation actuelle qui ne précise aucune distance d'implantation par rapport aux voies de circulation, je vous informe qu'il est possible d'implanter les éoliennes aux distances que vous avez précisées dans votre mail ci-dessous.

Cordialement

--

Alain MACHU
Chef de Service

Conseil départemental de la Somme
Direction des Routes - Service Etudes Générales et préalables

Dans le mail du 12 Juillet 2019, notre interlocuteur, Chef de service au Conseil Départementale à la Direction des routes, indique « Compte tenu des trafics sur les RD concernées et de la réglementation actuelle qui ne précise aucune distance d'implantation par rapport aux voies de circulation, je vous informe qu'il est possible d'implanter les éoliennes aux distances que vous avez précisées »

Par ailleurs, le Conseil Départemental a pris, spécifiquement pour ce projet, un arrêté départemental en date du 30 Juillet 2019 sous la référence de dossier 20190724_GRDF_PV2019 361 037 (document en annexe 3) donnant droit à une permission de voirie portant sur l'occupation du domaine public routier.

A noter, comme le souligne le Conseil Départemental, qu'il n'y a pas de réglementation concernant la distance entre les départementales et les éoliennes. La distance d'implantation dans le cadre du projet Blancs Monts a donc été fixée en totale concertation avec le Conseil Départemental.

06

Discordance entre les chiffres

En page 39 de l'étude d'impact, Le dossier précise que dans un rayon de 25 km autour de la ZIP se trouvent 83 parcs.
 L'avis de la MRAe parle de 56 parcs en fonctionnement, 12 autorisés non encore construits, et 16 parcs en cours d'instruction, soit 84 parcs.
 Le volet paysager fait état de 66 parcs (359 éoliennes) et quelque fois de 61 parcs...
 Question : Quels sont les bons chiffres ?

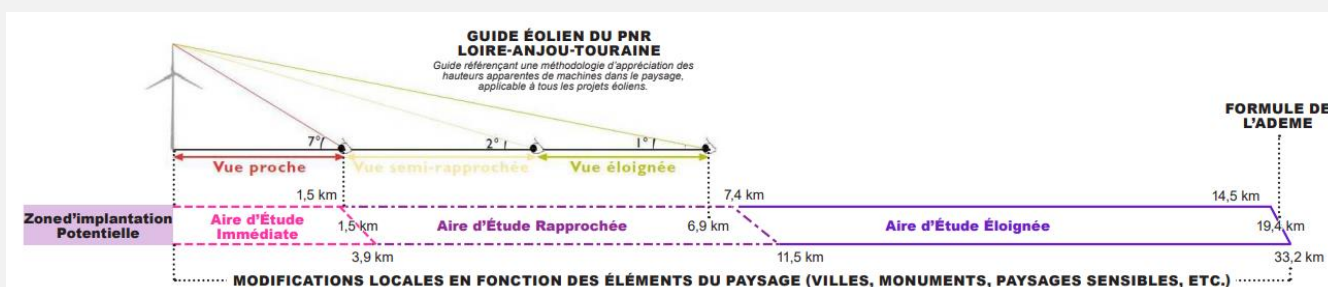
Réponse du Maître d'ouvrage

La page 39 de l'étude d'impact indique 56 parcs en fonctionnement, 12 parcs autorisés et 15 parcs en cours d'instruction (soit 83 parcs) dans un rayon de 26 kilomètres et non 25.

L'avis de la MRAE mentionne effectivement 56 parcs en fonctionnement, 12 parcs autorisés et 16 parcs en cours d'instruction (soit 84 parcs) dans un rayon "d'environ 25 kilomètres" (qui est en fait 26 kilomètres) de la zone d'implantation potentielle du projet.

L'avis de la MRAE comptabilise donc un parc éolien en cours d'instruction supplémentaire, certainement le parc "Blancs Monts" lui-même.

Le volet paysager présente, en effet, des chiffres différents en fonction des paragraphes. Cela s'explique par l'utilisation de différentes aires d'études, à savoir :



- **L'aire d'étude éloignée** permet de définir les caractères du paysage, ses identités, les unités paysagères, le contexte historique et social. La taille apparente des éoliennes y est faible voire très faible, leur prégnance dans le paysage est mineure. C'est à partir de ces grandes lignes que l'on peut commencer à esquisser une première ébauche compréhensive du paysage qui s'apprête à recevoir un nouveau parc éolien.
- **Dans l'aire d'étude rapprochée**, la prégnance des éoliennes dans le paysage est importante. Elles y seront visibles avec une taille apparente faible à moyenne, voire importante en périphérie, mais constituent un élément marquant du paysage. Les communes aux alentours et les zones bâties y sont étudiées plus en détail, ainsi que les infrastructures et points de vue majeurs du projet.
- **Dans l'aire d'étude immédiate**, les éoliennes dépassent en général les autres éléments du paysage. Une attention particulière est portée au bâti (emblématique ou non) et aux éléments du paysage qui seront concernés par les travaux de construction et les possibles voies d'accès.

Aires d'étude
ATER Environnement
 2018
 Source : IGN 100k - Copie et reproduction interdites

Légende
 Zone d'implantation Potentielle (ZIP)
 Aires d'étude:
 Immédiate
 Moyenneterme
 Éloignée
 Limites territoriales:
 Limite départementale
 Limite régionale

La carte ci-dessus présente ces différentes aires d'études.

L'ensemble des chiffres évoqués sont donc corrects, il est cependant nécessaire de bien de référer au périmètre associé.
 L'étude d'impact comme l'étude paysagère font bien état de 83 parcs au sein de l'aire d'étude éloignée (voir page 61 du document 80_TQN_Blancs_Monts_04e_Volet_Paysager_partie01_pages1-64_compress).

07 Les objectifs en termes de production éolienne

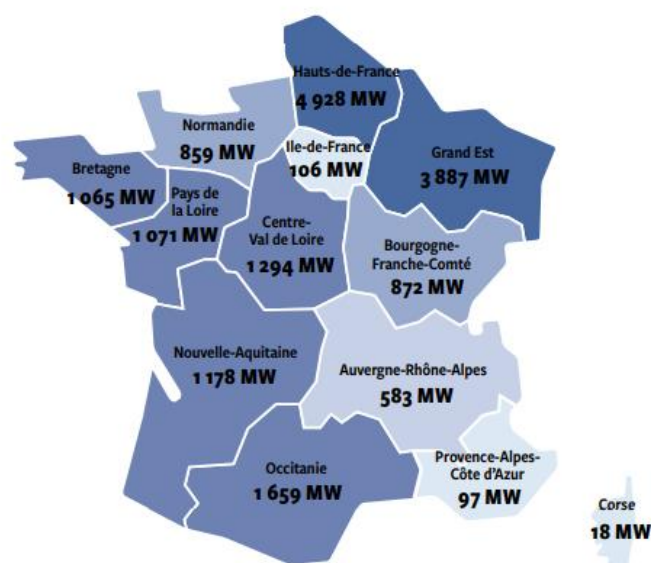
De nombreux opposants considèrent que les objectifs en matière de production éolienne terrestre sont atteints dans la Région et dans le département de la Somme.
 Les objectifs fixés par le SRCAE en 2015 des anciennes Région Nord-Pas-de-Calais/Picardie, à 4147 MW pour 2020 sont-ils atteints ?
 Quel est le dernier chiffre connu en matière de production éolienne pour la Somme ?
Question : Si les objectifs sont atteints dans la Région des Hauts-de-France et notamment le département de la Somme, pour quelles raisons des projets éoliens continuent-ils d'y être développés au risque de se voir opposer un refus ?

Réponse du Maître d'ouvrage

D'après le panorama des énergies renouvelables établi par RTE le 31 décembre 2020, la puissance éolienne installé dans les Hauts de France était de 4928 MW.

Ce dossier est disponible via ce lien : <https://assets.rte-france.com/prod/public/2021-04/Panorama%20T4-2020-V2.pdf>

Puissance éolienne installée par région au 31 décembre 2020



Les objectifs 2020 de la région Hauts de France sont effectivement atteints.

Cependant, il convient maintenant de se référer aux objectifs à venir.

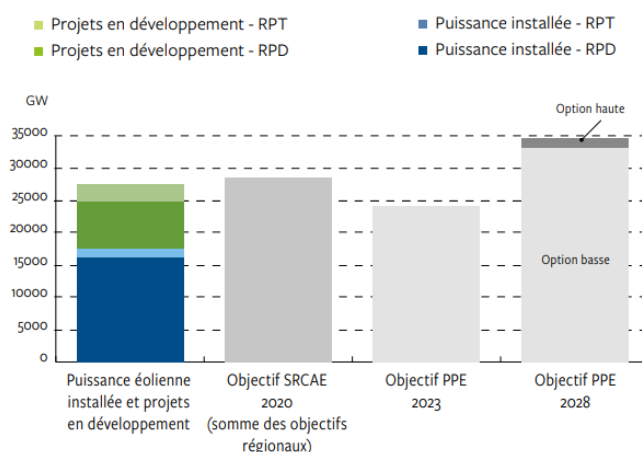
D'après la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Energie) la puissance éolienne devra atteindre entre 34 et 36 GW en 2030 contre 17,6 GW en décembre 2020. C'est donc une multiplication de la puissance par 2 qui est attendue.

Deux axes de travail permettront d'atteindre cet objectif ambitieux, d'une part le remplacement de parcs éoliens existants par de nouvelles installations de plus grande puissance et d'autre part le développement de nouveaux projets.

Cette PPE prévoit également un objectif à moyen terme. En 2023, la puissance du parc éolien Français devra être d'environ 24 GW. A l'heure actuelle nous en sommes à 73% de cet objectif.

L'illustration ci-dessous (également issue du panorama des EnR) présente ces chiffres :

Puissance installée et projets en développement au 31 décembre 2020, objectifs PPE et SRCAE*



**Objectifs
nationaux 2023*
atteints à
73%**

Cette infographie permet de mettre en évidence deux points :

- L'objectif 2023 de la PPE est plus faible que le cumul des objectifs 2020 des SRCAE
- Les projets en développement (indiqué en vert) permettront d'atteindre les objectifs 2023 de la PPE.

C'est ce cadre réglementaire qui confirme la pertinence de nouveau projet éolien. Cela dans l'ensemble des régions de France même si pour certaines les objectifs 2020 sont atteints.

Le SRADDET Hauts de France adopté le 30 Juin 2020 par le conseil régional a pour objectif de figer la puissance éolienne à son niveau installé en 2018. Il va donc à l'encontre des objectifs de la PPE énoncé plus haut dans ce mémoire et de la Loi de Transition énergétique pour une croissance verte du 17 août 2015.

Cette dernière fixe l'objectif de *Porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de la consommation finale brute d'énergie en 2030*. Notons qu'en 2019, la production régionale d'énergies renouvelables couvre 8% de la consommation d'énergie finale régionale. Ces chiffres montrent le chemin restant à parcourir, l'énergie éolienne est nécessaire pour atteindre ces objectifs.

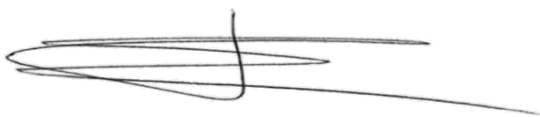
Le SRADDET de la région Hauts de France fait actuellement l'objet d'un recours contentieux. Une décision du tribunal administratif de Lille est attendue pour 2022, suivant l'issue du jugement les objectifs qu'il contient pourront être revu afin d'être en accord avec la politique nationale et européenne.

Le 1 juin 2021 à Paris,

Pour la société WP France 20,

Léo MARIE,

Responsable adjoint Agence Ile-de-France, Normandie, Hauts-de-France



Annexe 1

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Unité Départementale de la Somme

Glisy, le 06 MARS 2020

Affaire suivie par :
Aline SIMON
Tél : 03.22.38.32.19
Fax : 03.22.38.32.01

Courriel : aline.simon@developpement-durable.gouv.fr

S:\REPERTOIRE_COMMUNES\AUMATRE\PE_de_BLANCS_MONTS\AEU_80_2019_101\2_Examen_DossierInitial\6_Examen\DemandeComplement_PE_Blancs_Monts_Aumatre.odt
2020- 0188

Objet : Demande de compléments sur un dossier d'autorisation environnementale
Projet de parc éolien de Blancs Monts
Communes de Aumâtre et Frettecuisse

Références réglementaires : articles R 181-16 et R 181-17 du Code de l'Environnement

Annexe : relevé des insuffisances

Monsieur,

Vous avez déposé le 14 novembre 2019 en préfecture de la Somme le dossier de demande d'autorisation environnementale pour le projet cité en objet.

Ce projet est soumis à la nomenclature des Installations Classées au titre de la rubrique n°2980 : Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à ce stade de l'instruction et suite à l'examen préalable du dossier par l'ensemble des services instructeurs concernés par votre demande, celui-ci comporte l'ensemble des pièces requises par la réglementation. Mais le dossier n'est pas régulier. Un relevé des insuffisances est joint en annexe et **les compléments à apporter apparaissant en caractères en sur-épaisseur.**

Je vous demande de bien vouloir compléter votre demande sous 6 mois. Les compléments devront être déposés en préfecture de la Somme.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait qu'en application de l'article R 181-17 du Code de l'Environnement, la durée de l'examen préalable de votre dossier est de 5 mois à compter de la date de l'accusé de réception de votre dossier en préfecture, suite à la consultation du :

- du Ministre de l'Aviation Civile,
- du Ministre de la Défense.

et que cette durée d'examen est suspendue à compter de la date de la présente demande jusqu'à réception des compléments en préfecture.

Un nouvel examen de votre demande sera réalisé au vu des compléments qui seront transmis afin de statuer sur la régularité du dossier.

Léo MARIE
Chef de projet
Tour VISTA
52 Quai Dion Bouton
92800 PUTEAUX

Enfin, je vous rappelle que conformément à l'article R 181-34 du Code de l'Environnement, à la fin de l'examen préalable, la Préfète est tenue de rejeter la demande d'autorisation environnementale unique

- Lorsque, malgré la ou les demandes de régularisation qui vous ont été adressées, le dossier est demeuré incomplet ou irrégulier ;
- Lorsque l'avis de l'une des autorités ou de l'un des organismes consultés auquel il est fait obligation au préfet de se conformer est défavorable ;
- Lorsqu'il s'avère que l'autorisation ne peut être accordée dans le respect des dispositions de l'article L. 181-3 ou sans méconnaître les règles, mentionnées à l'article L. 181-4, qui lui sont applicables.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

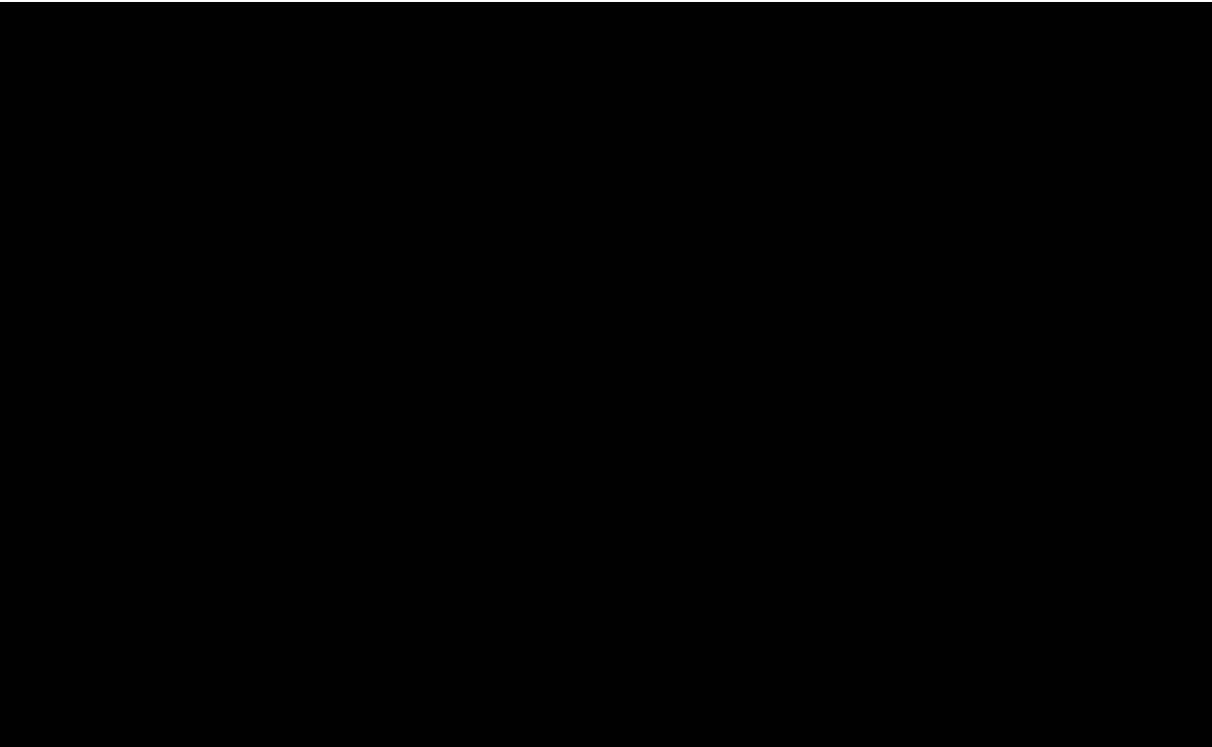
P/LA PRÉFÈTE et par délégation,
le DIRECTEUR de la DREAL et par délégation,
Pour le Chef de l'Unité Départementale de la Somme
L'adjoint chargé de l'interim,



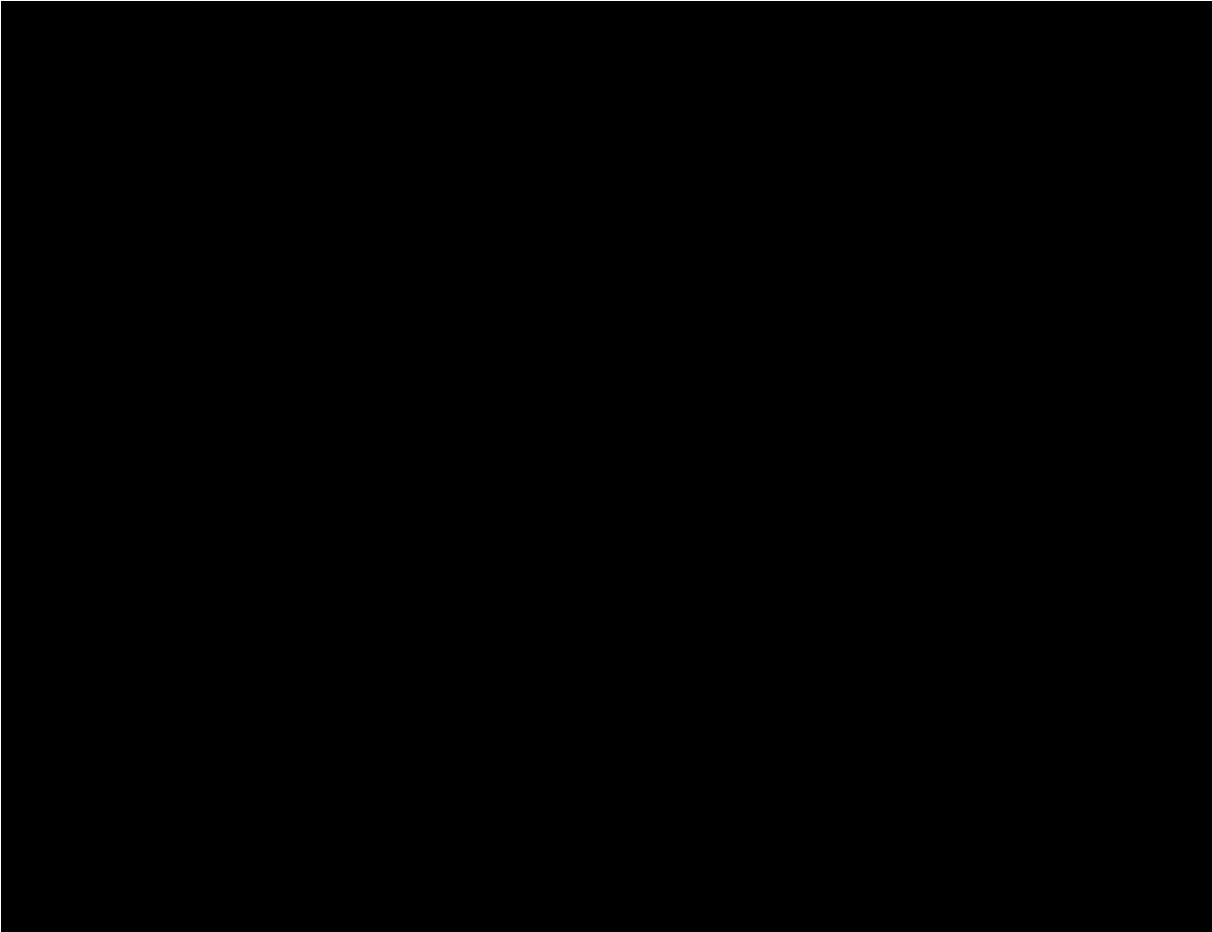
Hicham EL MOUDON

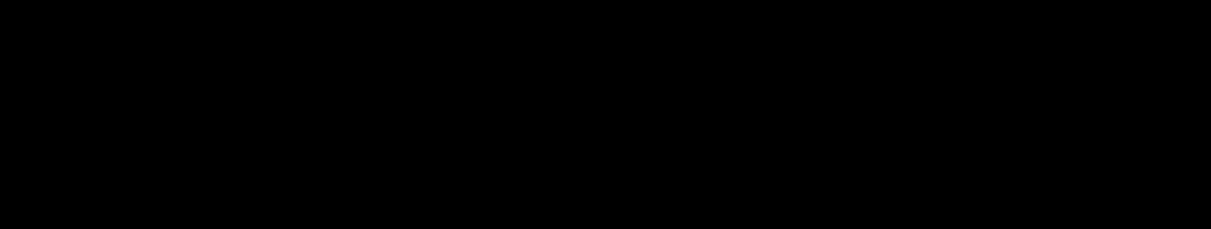
Annexe : relevé des insuffisances

Point n°5 : La variante choisie s'appuie sur un alignement avec les parcs affichés en instruction Havettes et Mottes. En réalité, seules les éoliennes E4, E5 et E6 suivent cet alignement. En page 105, l'étude paysagère précise que « L'enjeu est fort concernant les intervisibilités à l'échelle de l'aire d'étude immédiate. Le dialogue entre le projet, le parc en instruction Les Mottes / Les Havettes au Sud Est de Cannessières et les éoliennes d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins jouera un rôle important sur les perceptions du motif éolien au sein du territoire. » Les parcs éoliens Havettes et Mottes ont, depuis, été refusés. **Il convient donc de revoir les justifications du choix de la variante sans prendre en compte les parcs Havettes et Mottes qui ont été refusés.**

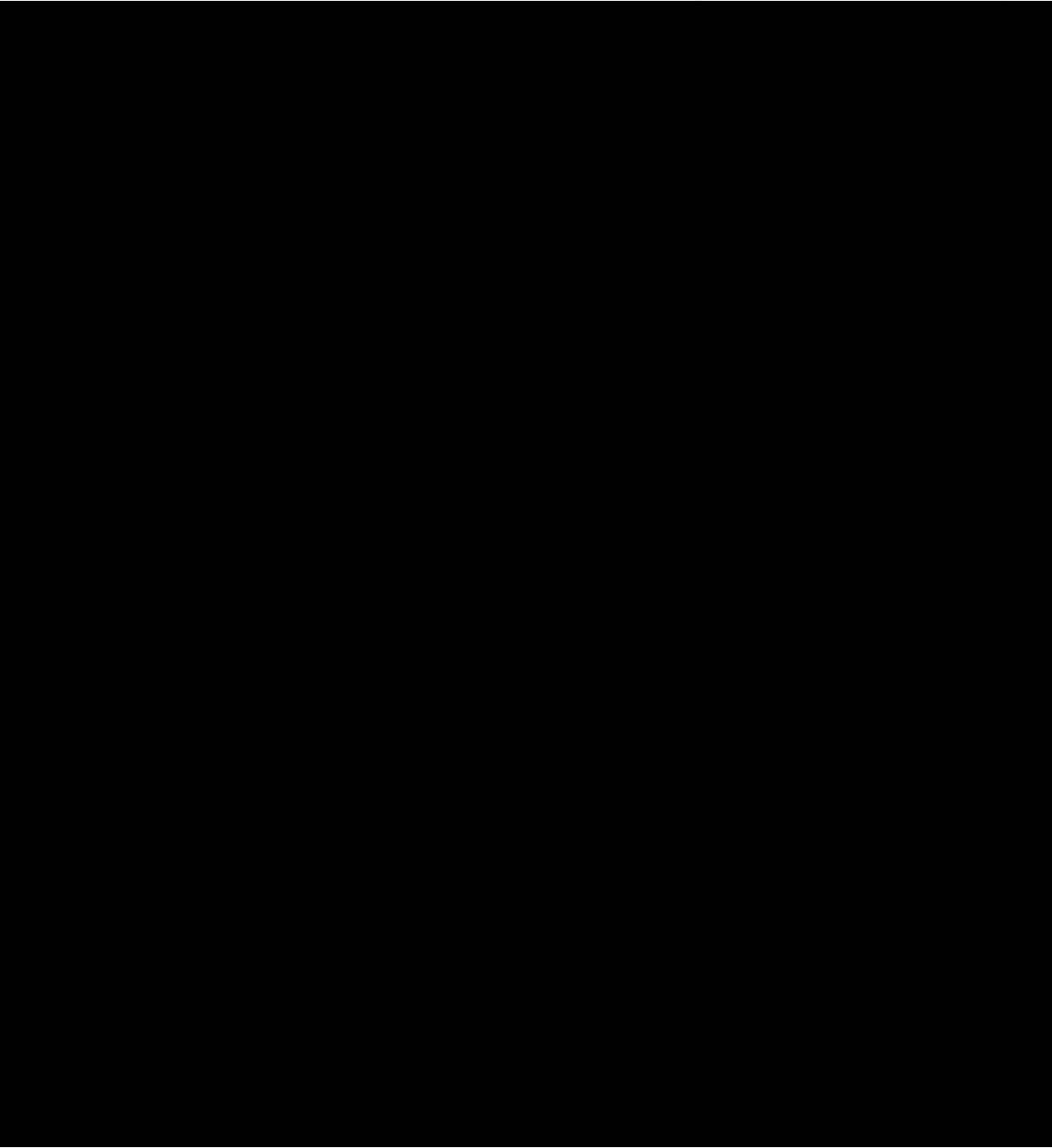


Point n°12 : Au niveau de la qualification des impacts, les commentaires des photomontages évoquent un parc en continuité des parcs Havettes et Mottes, et donc des impacts globalement moindres. L'étude doit être reprise sans ces parcs, et les impacts ré-évalués en estimant que le parc des Blancs Monts s'insère dans un nouvel espace, vierge d'éoliennes actuellement. C'est dans la partie des effets cumulés que peuvent apparaître les projets en instruction. **Il est donc demandé d'enlever les parcs Havettes / Mottes et Crupes des photomontages et de mettre à jour l'ensemble de l'étude en conséquence et la qualification des impacts.** Le service instructeur sera très vigilant à la bonne qualification des impacts.

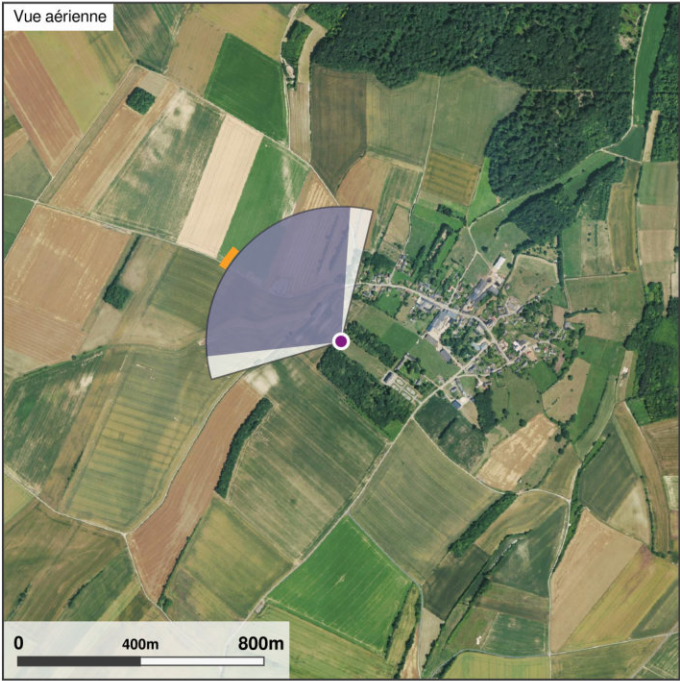
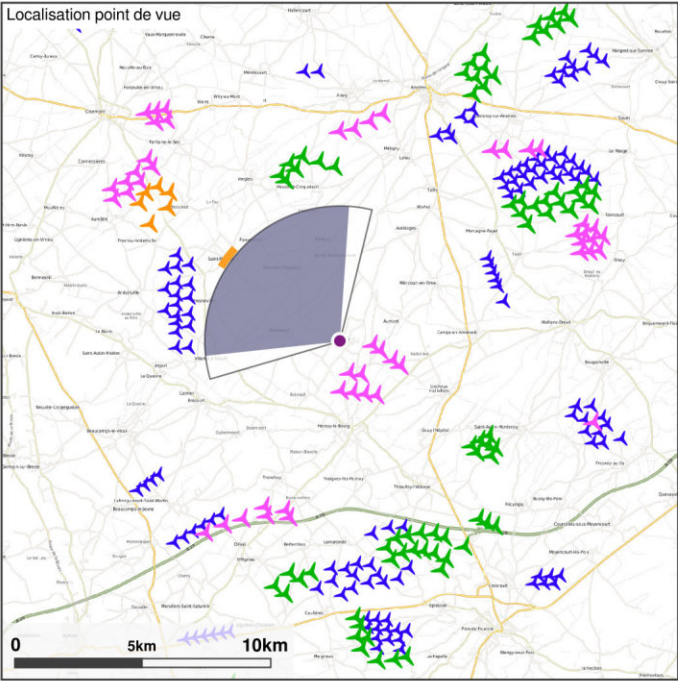




Concernant l'impact sur l'habitat, l'étude conclut à des impacts « modérés » à « forts » sur plusieurs bourgs : Fresnoy-Andainville avec E2 présente visible depuis le centre-bourg et située dans un axe de rue (photomontages n°4 et 19), Lignières-en-Vimeu (n°21). Depuis Fontaine-le-Sec (photomontage n°14) et Oisemont (photomontage n°13), la qualification des impacts est à revoir. Les éoliennes sont situées à moins de 3 km, dominant les structures paysagères, et sont prégnantes. L'impact n'est donc pas « faible ». **Les impacts doivent être re-qualifiés et ne doivent pas prendre en compte les parcs en instruction Havettes / Mottes.**



Annexe 2



Point de vue

APN, focale 24x36 : **APS-C, 42mm**
Resolution, projection : **122 px./degré | cylindrique**
Coordonnées L93 : **620549 6975886**
Azimut, Champ visuel : **313°, 100°**
Date et heure locale : **10/10/2018 12:54**
Eclairage, azimut, hauteur : **Arrière, 166.8°, 32.4°**

Projet éolien

Nb eol., diam. rotor, haut. tot. : **6 | 145m | 180m**
Orientation rotor : **130.2°**
Eolienne la plus proche : **E2 à 8.6km, azimut 307.2°**
Eolienne la plus éloignée : **E5 à 9.6km, azimut 306.8°**
emprise horizontale : **9.4°**

Commentaires paysagers

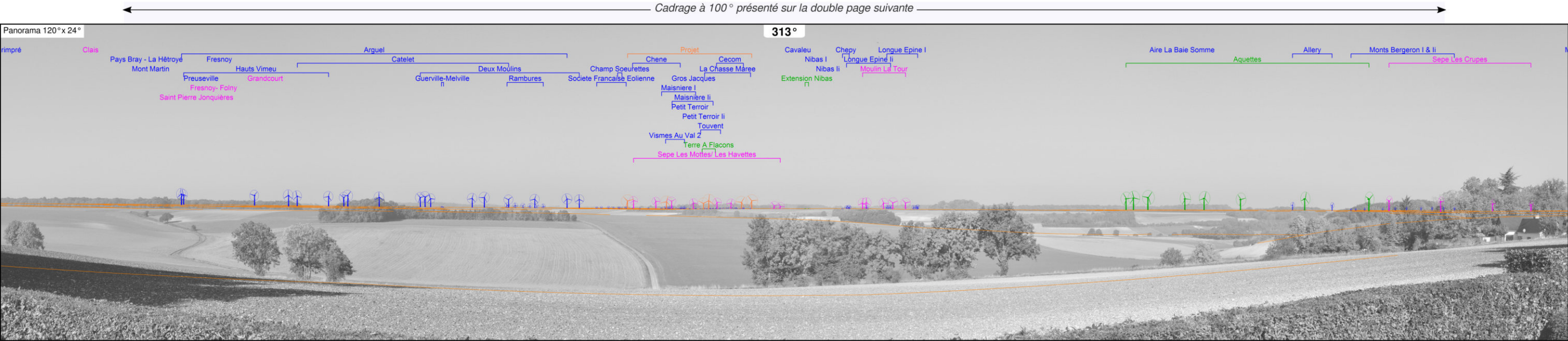
Au bout des jardins du Château de Selincourt, le paysage est caractérisé par un relief généreux au premier et second plan, investi à la fois par des massifs boisés plus ou moins conséquents mais aussi et surtout par des étendues cultivées qui s'étendent à perte de vue. Au loin, l'horizon est plus plat et permet de lire à gauche les parcs construits d'Arguel, du Catelet et des Deux Moulins, à droite le parc accordé des Aquettes.

L'impact du projet est faible. Les rotors des futures éoliennes sont entièrement visibles au centre de la vue mais se positionnent en complète cohérence avec le maillage végétal qui caractérise la scène. Les machines de Blancs Monts semblent prendre pied au sein de ses massifs forestiers et développent un dialogue avec le parc en instruction de Les Mottes / Les Havettes. Le projet s'inscrit également en cohérence avec la ligne formée par les parcs d'Arguel, des Deux Moulins et du Catelet. La hauteur apparente des éoliennes du projet est similaire à celle des parcs rythmant l'horizon.

Contexte éolien

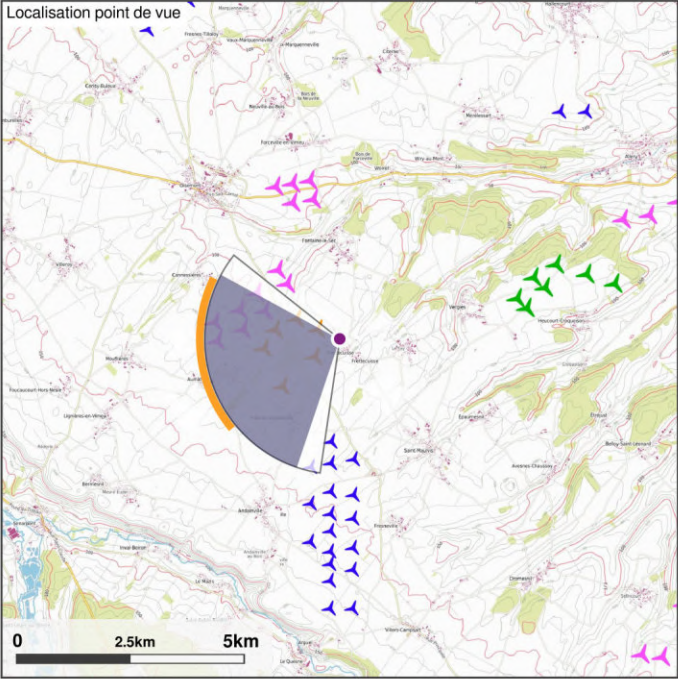
Parcs en service : **61 parcs : 335 éol.** Projets autorisés : **16 projets : 91 éol.** Projets en instruction : **18 projets : 92 éol.**

Impact faible



E01 8.8km E04 9.6km E05 9.6km E02 8.6km E06 9.4km E03 8.9km

Depuis la sortie Nord du bourg de Frettecuisse



Point de vue

APN, focale 24x36 : **APS-C, 42mm**
Resolution, projection : **122 px./degré | cylindrique**
Coordonnées L93 : **614336 6981532**
Azimut, Champ visuel : **247.6°, 100°**
Date et heure locale : **11/10/2018 11:32**
Eclairage, azimut, hauteur : **Latéral, 144.4°, 26.5°**

Projet éolien

Nb eol., diam. rotor, haut. tot. : **6 | 145m | 180m**
Orientation rotor : **46.2°**
Eolienne la plus proche : **E3 à 0.5km, azimut 293.6°**
Eolienne la plus éloignée : **E4 à 1.7km, azimut 262.3°**
emprise horizontale : **65.4°**

Contexte éolien

Parcs en service : **61 parcs : 335 éol.** Projets autorisés : **16 projets : 91 éol.** Projets en instruction : **18 projets : 92 éol.**

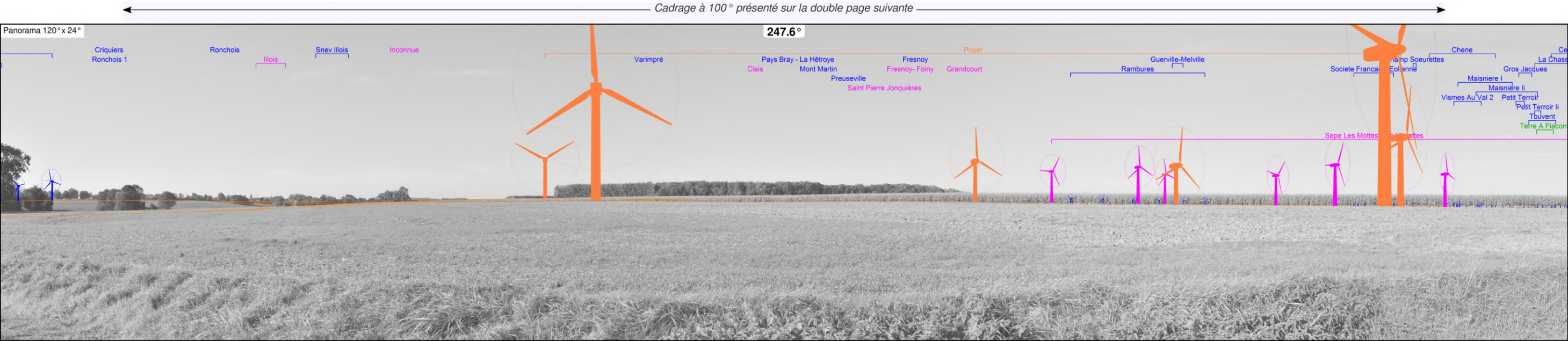
Impact fort

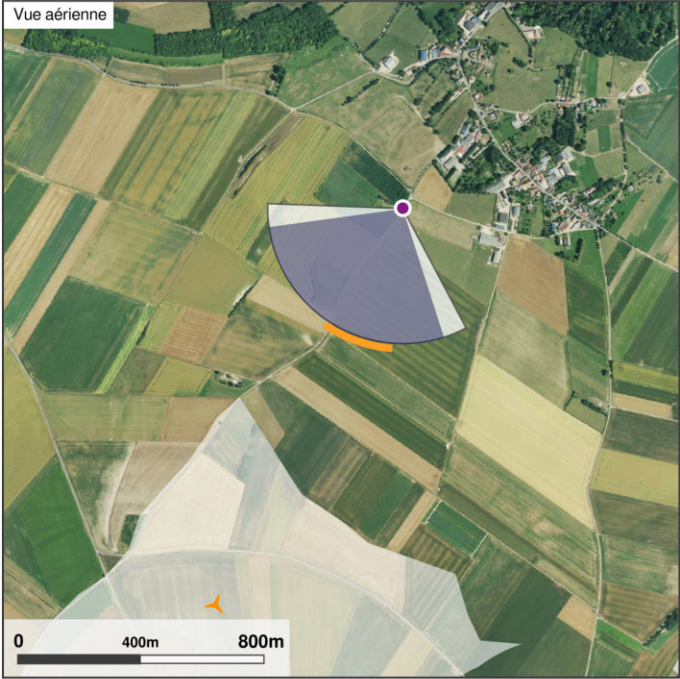
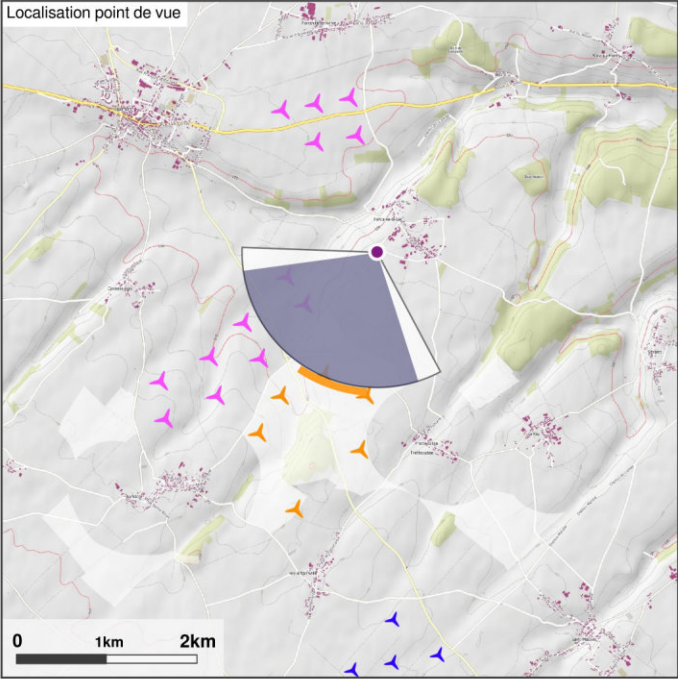
Commentaires paysagers

Depuis la sortie Nord-Ouest de Frettecuisse, l'observateur bénéficie d'une vision panoramique sur le territoire agricole. L'horizon est ponctué par des liserés boisés en arrière-plan, faisant écho aux reliquats de bocage sur la gauche de la vue. Deux des éoliennes du parc construit du Catelet apparaissent à l'extrême gauche de la vue d'ensemble, à l'arrière des bosquets de végétation.

L'impact est fort depuis cette sortie de bourg Nord-Ouest de Frettecuisse. L'observateur perçoit désormais l'association du parc en instruction de Les Mottes / Les Havettes et de celui du projet, en premier plan de la scène. Depuis cette position, ces derniers semblent former un seul motif étendu et cohérent.

La hauteur des machines se présente face à l'observateur, en premier plan. Les éoliennes E1 et E2 créent un effet de perspective intéressant en direction du Sud-Ouest.





Point de vue

APN, focale 24x36 : **APS-C, 42mm**
Resolution, projection : **122 px./degré | cylindrique**
Coordonnées L93 : **613981 6983311**
Azimut, Champ visuel : **211.3°, 100°**
Date et heure locale : **10/10/2018 18:21**
Eclairage, azimut, hauteur : **Latéral, 250.6°, 6.8°**

Projet éolien

Nb eol., diam. rotor, haut. tot. : **6 | 145m | 180m**
Orientation rotor : **31.2°**
Eolienne la plus proche : **E6 à 1.5km, azimut 202.5°**
Eolienne la plus éloignée : **E1 à 2.9km, azimut 196.7°**
emprise horizontale : **29.4°**

Contexte éolien

Parcs en service : **61 parcs : 335 éol.** Projets autorisés : **16 projets : 91 éol.** Projets en instruction : **18 projets : 92 éol.**

Impact faible

Commentaires paysagers

Cette panoramique donne à voir les horizons cultivés à perte de vue, notamment en direction du Sud ou apparaissent de façon très ordonnée les éoliennes des parcs construits d'Arguel, de Catelet et des Deux Moulins. La droite de la vue est moins ouverte avec la présence au premier-plan de bocages délimitant des étendues de pâturage.

Les impacts sont modérés à fort depuis sortie Sud-Ouest de Fontaine-le-Sec. Le projet s'inscrit de manière lisible et régulière au second plan de la vue, entre les parcs construits précédemment cités et le parc en instruction de Les Mottes / Les Havettes. Les verticalités du projet éolien de Blancs Monts accentuent l'effet de profondeur en créant un dialogue visible avec les parcs construits en arrière-plan. La présence du parc en instruction de Les Mottes / Les Havettes sur la droite de l'observateur ne crée pas de confusion particulière du fait que les deux ensembles éoliens respectent des densités apparentes distinctes, de part et d'autre de la voie de communication.



Annexe 3

REÇU LE
30 JUIL. 2019

Département de la Somme
Direction de l'Entretien des Infrastructures
Agence Routière Ouest

Numéro de dossier : 20190724_GRDF_PV2019 361 037

**PERMISSION DE VOIRIE
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER**

Le Président du Conseil Départemental

VU la demande en date du 17/07/2019 par laquelle Global Wind Power demeurant Tour Vista, 52 quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX CEDEX

demande L'AUTORISATION POUR LA REALISATION DE TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC

- RD 29, aux PR 8+882, 9+476 et 10+830 pour la création d'accès éoliens, hors agglomération de Frettecuisse
- RD 29b, aux PR0+448 et 1+94 pour la création d'accès éoliens, hors agglomération de Frettecuisse

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

VU le règlement général de voirie du 05/05/2004 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,

VU l'arrêté du 27 juin 2019 du Président du Conseil Départemental portant délégation de signature,

VU l'état des lieux,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : RD 29, aux PR 8+882, 9+476 et 10+830 et RD 29b, aux PR0+448 et 1+94 pour la création d'accès éoliens, hors agglomération de Frettecuisse suivant les plans fournis, à charge pour lui de se conformer aux prescriptions suivantes :

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières.

REALISATION DE TRANCHEES SOUS CHAUSSEE

Aucune intervention en chaussée n'est autorisée

REALISATION DE TRANCHEES SOUS ACCOTEMENT OU TROTTOIR

Les accès devront être de structure suffisante afin de supporter le passage des PL et ne pas causer de dégradation à la route ni à l'accotement

Les accès créés ne devront pas entraver l'écoulement des eaux pluviales ni boucher les fossés. Au besoin un busage + têtes d'aqueducs sera mis en place.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

DEPOT

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie (accotement).

En aucun cas ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle des travaux. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier.

La signalisation du chantier sera à la charge et sous la responsabilité du bénéficiaire (prescriptions du guide technique du SETRA en vigueur relatif à la signalisation temporaire).

ARTICLE 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement.

La réalisation des travaux est autorisée dans le cadre du présent arrêté pour une durée de 90 jours.

A l'issue du chantier, un procès-verbal de réception devra obligatoirement être établi.

ARTICLE 5 - Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Redevance

La présente autorisation n'est pas soumise à redevance.

ARTICLE 7 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 15 ans à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à ABBEVILLE, le 24 juillet 2019

Pour le Président du
Conseil Départemental
et par délégation,
Le chef de l'agence routière
départementale ouest

Arnaud MACRON



DIFFUSIONS

Le bénéficiaire, pour notification
la commune pour information
l'agence routière départementale ouest pour attribution

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de l'agence routière départementale ci-dessus désignée.